



Rapport annuel 2008-2009

Affaires intergouvernementales

La version française de ce rapport annuel se retrouve sur le site Internet
An English version of this Annual Report can be found on the internet at
www.gov.mb.ca/ia

Son Honneur l'honorable Philip S. Lee, C.M., O.M.
Lieutenant-gouverneur du Manitoba
Palais législatif, bureau 235
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Monsieur le Lieutenant-Gouverneur,

J'ai le privilège de vous présenter, à titre d'information, le rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales pour l'exercice terminé le 31 mars 2009.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Ministre,

[SIGNATURE]

Ron Lemieux





Affaires intergouvernementales,

Palais législatif

**Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8
CANADA**

M. Ron Lemieux
Ministre des Affaires intergouvernementales
Palais législatif, bureau 301
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Monsieur le Ministre,

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales pour la période du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009. Le rapport met en évidence nos récentes réalisations en vue de respecter les priorités du gouvernement provincial et du Ministère.

En 2008-2009, nous avons continué de travailler, avec divers partenaires, à accroître la viabilité, la santé et la sécurité des collectivités et des municipalités du Manitoba. Nous continuons de soutenir généreusement les municipalités pour aider à financer les initiatives prioritaires, telles que les améliorations à la sécurité publique et à l'infrastructure des transports. Nous avons accordé un financement accru aux termes du Fonds de croissance du Manitoba aux projets de bibliothèque et de loisirs des municipalités en vue d'améliorer les installations récréatives et communautaires dans l'ensemble de la province.

Le Ministère a fait des progrès importants dans l'amélioration du système d'évaluation foncière en raccourcissant le cycle d'évaluation foncière à deux ans plutôt que quatre pour que les évaluations foncières soient plus à jour et que les municipalités aient une assiette fiscale plus prévisible. En 2008-2009, nous avons entrepris la mise en oeuvre de la réévaluation générale de 2010, qui prévoit la mise à jour de toutes les évaluations foncières afin qu'elles reflètent les valeurs de marché au 1^{er} avril 2008 et assurent l'équité de l'imposition des propriétés foncières. La réévaluation de 2010 marque le début du nouveau cycle d'évaluation de deux ans.

Diverses initiatives ont favorisé la viabilité à long terme de nos collectivités. Nous avons présenté de nouvelles mesures législatives pour donner au gouvernement provincial une autorité en matière de financement par de nouvelles taxes foncières. Les importantes mesures législatives s'appuient sur l'autorité municipale existante en matière de financement par de nouvelles taxes foncières pour soutenir davantage les initiatives de revitalisation et de renouvellement à Winnipeg et ailleurs au Manitoba. Nous avons parachevé une ébauche des nouvelles politiques provinciales d'occupation des sols afin de renforcer la planification de l'occupation durable des sols au Manitoba et nous entreprendrons des consultations publiques étendues avec les parties intéressées et les citoyens de l'ensemble de la province. Aux termes du Fonds d'aide à l'aménagement communautaire, nous avons offert des subventions à 20 districts d'aménagement et municipalités à l'appui de projets d'aménagement locaux.

Le Ministère soutient les collectivités manitobaines dans leurs efforts pour devenir des milieux de vie plus verts et sains par le biais du nouveau programme communautaire de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par le biais de ce programme pilote, douze administrations locales et six organismes sans but lucratif mettront en oeuvre des projets ou des activités pour soutenir les réductions immédiates des émissions les plus importantes et viser des modifications durables à long terme.

Nous avons fait des progrès appréciables dans le renforcement du cadre de planification d'urgence du Manitoba grâce à l'inclusion de nouvelles initiatives coordonnées de préparation à une pandémie. L'Organisation des mesures d'urgence (OMU) continue de collaborer avec les municipalités pour veiller à la mise en place de plans

d'urgence et offrir une formation en gestion des urgences. En 2008-2009, l'OMU a offert une formation à 850 fonctionnaires municipaux en vue de renforcer la capacité des municipalités de promouvoir la préparation aux situations d'urgence, l'intervention en cas d'urgence, le rétablissement et l'atténuation dans les collectivités manitobaines. Nous continuons de diriger la planification de la continuité des activités à l'échelle du gouvernement, qui est un élément critique de la préparation du gouvernement provincial à d'éventuelles urgences.

Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli et nous continuerons avec plaisir sur cette lancée positive pendant l'année à venir pour faire en sorte que les collectivités du Manitoba soient des lieux riches de possibilités.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

La sous-ministre adjointe
aux Affaires intergouvernementales,

[SIGNATURE]

Linda McFadyen



Table des matières

| TITRE | PAGE |
|---|------|
| Préface..... | 1 |
| Organigramme..... | 3 |
| Bureaux régionaux..... | 5 |
| Administration et finances..... | 6 |
| • Traitement du ministre..... | 6 |
| • Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre..... | 6 |
| • Bureau de Brandon..... | 6 |
| • Gestion des ressources humaines..... | 7 |
| • Services administratifs et financiers..... | 8 |
| • Commission municipale..... | 9 |
| • Régie des services publics..... | 10 |
| Aménagement et développement communautaires..... | 13 |
| • Haute direction..... | 13 |
| • Services de planification provinciale..... | 14 |
| • Services de planification communautaire..... | 16 |
| • Quartiers vivants!..... | 19 |
| • Urbanisme..... | 20 |
| • Entente de partenariat de Winnipeg..... | 21 |
| • Initiatives de développement urbain..... | 22 |
| Services de soutien provincial-municipal..... | 24 |
| • Haute direction..... | 25 |
| • Services d'évaluation..... | 25 |
| • Services consultatifs et financiers aux municipalités..... | 27 |
| • Systèmes d'information..... | 31 |
| Aide financière aux municipalités..... | 33 |
| • Aide financière à la ville de Winnipeg..... | 33 |
| • Aide financière aux autres municipalités..... | 35 |
| • Subventions versées aux municipalités en remplacement d'impôt..... | 38 |
| • Montant recouvrable des Initiatives de développement économique urbain et rural..... | 38 |
| Organisation des mesures d'urgence..... | 39 |
| Coûts liés aux immobilisations..... | 42 |
| Information financière..... | 43 |
| • État de rapprochement..... | 43 |
| • Sommaire des dépenses..... | 44 |
| • Sommaire des recettes par source..... | 51 |
| • Sommaire des dépenses et des effectifs des cinq dernières années, par affectation budgétaire..... | 52 |
| Autres affectations budgétaires..... | 53 |
| • Dépenses d'urgence..... | 53 |

| | |
|--|----|
| Partie B — Dépenses en immobilisations | 57 |
| Annexes | 58 |
| A. Évaluation à la valeur marchande — Totaux provinciaux | 59 |
| B. Évaluation scolaire totale (valeur fractionnée) | 60 |
| C. Comités et corporations de la Couronne | 61 |
| D. Activités et réalisations en matière de développement durable | 62 |
| E. Indicateurs de rendement | 69 |
| F. <i>Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles)</i> | 78 |

Préface

Introduction

Le ministère des Affaires intergouvernementales (le « Ministère ») a été créé par une réorganisation du gouvernement en septembre 2006. La Division du commerce et des relations fédérales-provinciales et internationales, de même que l'Entente Infrastructures Canada-Manitoba et l'Entente de partenariat économique, ont alors été retranchées de ce qui était le ministère des Affaires intergouvernementales et du Commerce. Au même moment, la Régie des services publics a été transférée au Ministère.

Structure du rapport

Le rapport annuel est organisé conformément à la structure des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales qui figure dans le Budget principal des dépenses de la Province du Manitoba pour l'exercice clos le 31 mars 2009. Il reflète donc les crédits votés du Ministère approuvés par l'Assemblée législative. Le rapport contient des renseignements sur le rendement financier et les écarts, par affectation budgétaire principale et affectation secondaire, relativement aux objectifs et résultats du Ministère. Est également inclus un tableau rajusté des dépenses et des effectifs du Ministère pour les cinq dernières années.

Rôle et mission

La mission du ministère des Affaires intergouvernementales du Manitoba est d'aider les Manitobains à bâtir des collectivités et des quartiers sains, sûrs, viables et productifs. Le Ministère joue un rôle de direction et travaille de concert avec les collectivités urbaines, rurales et du Nord pour les aider à être des lieux de possibilités. Particuliers, administrations locales et organismes communautaires comptent parmi ses clients.

Le Ministère établit un cadre législatif, financier et stratégique et une structure de planification qui soutiennent l'établissement d'administrations locales démocratiques, responsables et efficaces sur les plans fonctionnel et financier, qui favorisent le développement durable de nos collectivités et qui permettent une gestion coordonnée et efficace des urgences. Dans ce cadre, il offre des programmes conçus pour répondre aux besoins particuliers de formation, de conseils suivis, d'analyse technique, de promotion et de financement liés à la revitalisation et au développement des collectivités et quartiers, au développement de l'infrastructure, à la gestion de l'utilisation des sols, à la gouvernance locale et aux préparations, interventions et mesures de rétablissement en cas d'urgence.

Ayant un intérêt commun pour la promotion du bien-être des citoyens et des collectivités, le Ministère joue un rôle de direction en appuyant les besoins des collectivités et des quartiers, et il catalyse et coordonne les actions requises. Le Ministère encourage les relations intergouvernementales et les partenariats stratégiques entre les gouvernements, le secteur privé et les organismes non gouvernementaux.

Responsabilités législatives

Le Ministère fournit des services et des programmes en vertu des lois codifiées du Manitoba qui figurent ci-dessous (conformément aux annexes M et R du décret 418/2006, modifiées par le décret 44/2008).

Loi sur le Partenariat de la région de la capitale
Charte de la Ville de Winnipeg (L.M. 2002, c. 39)

Loi sur les districts d'administration locale
Loi sur les municipalités
Loi sur l'évaluation municipale
Loi sur l'administration municipale
Loi sur la Commission municipale
Loi sur les élections municipales et scolaires
Loi sur le rajustement des dettes municipales
Loi sur les recettes des municipalités (subventions et imposition) (Partie 2)
Loi sur le temps réglementaire
Loi sur l'aménagement du territoire (sauf la Partie X)
Loi sur les offices régionaux de gestion des déchets
Loi sur le dégrèvement de l'impôt foncier des soldats
Loi sur les subventions inconditionnelles
Loi sur les mesures d'urgence
Loi sur les centres téléphoniques de sécurité publique – service d'urgence 911
Loi sur les cimetières
Loi sur les arrangements préalables de services de pompes funèbres

Structure organisationnelle

La structure organisationnelle du Ministère est illustrée dans l'organigramme et sur la carte qui suit qui illustre l'offre de services en région. Le Ministère est divisé en trois secteurs fonctionnels :

- La Division de l'aménagement et du développement communautaires est responsable d'établir et de gérer un cadre législatif et stratégique pour un bon aménagement du territoire, afin de donner un fondement à toutes les décisions provinciales et locales dans ce domaine, et de fournir des services d'aménagement et des conseils à cet égard aux collectivités de l'ensemble du Manitoba. Elle est aussi responsable de coordonner et de concevoir, de concert avec les collectivités, des politiques publiques et programmes durables et intégrés pour les milieux urbains, ainsi que de soutenir les efforts de revitalisation du centre-ville et des quartiers désignés des villes de la province, au moyen d'initiatives telles que Quartiers vivants!, Renforcement des collectivités, les Initiatives de développement urbain et l'Entente de partenariat de Winnipeg (EPW).
- La Division des services de soutien provincial-municipal établit et assure l'application d'une politique habilitante et d'un cadre législatif pour les municipalités du Manitoba, offre un soutien financier global aux 198 municipalités de la province et offre des services de consultation aux représentants élus et aux fonctionnaires municipaux. La Division offre également des services d'évaluation foncière, y compris la production d'avis d'évaluation et de relevés d'impôts fonciers pour les municipalités à l'extérieur de Winnipeg. Compte tenu de l'importance des impôts fonciers comme source de revenus municipaux, elle procède aussi à des recherches et à des analyses sur les politiques en matière d'impôt foncier.
- L'Organisation des mesures d'urgence (OMU) du Manitoba assure la coordination des préparatifs d'urgence au sein du gouvernement et travaille avec des partenaires du gouvernement fédéral, des administrations municipales et du secteur privé pour bâtir un système de protection civile plus fort et mieux coordonné au Manitoba. L'OMU du Manitoba est active dans tous les aspects des préparatifs d'urgence (atténuation, préparation, intervention et rétablissement) et elle est responsable de l'exécution du Programme d'aide financière aux sinistrés.

Outre ces fonctions essentielles, plusieurs commissions et comités relèvent du Ministère.

Ministère des Affaires gouvernementales

Organigramme

Minister... Steve Ashton

Ministre des Affaires intergouvernementales
Steve Ashton

Westman Cabinet Office...

Bureau ministériel de l'Ouest du Manitoba
Brandon

The Public Utilities Board

Régie des Services publics

Deputy Minister... Linda McFadyen

Sous-ministre des Affaires intergouvernementales
Linda McFadyen

Leaf Rapids Town Properties

Leaf Rapids Town Properties

The Municipal Board

Commission municipale

Administration...

Administration et finances
Craig Halwachs

Human Resource...

Services centralisés des ressources humaines
Craig McGregor

Provincial-Municipal...

Services de soutien provincial-municipal
Laurie Davidson

Emergency...

Organisation des mesures d'urgence
Don Brennan (par intérim)

Municipal Finance...

Services consultatifs et financiers aux municipalités
Denise Carlyle

Assessment Services...

Services d'évaluation
Mark Boreskie

Information Systems

Systèmes d'information
Debbie Champagne

Community Planning...

Aménagement et développement communautaires

Claudette Toupin

Urban Development

Développement urbain*

Jon Gunn

Provincial Planning...

Services de planification provinciale

Jacqueline East

Community Planning...

Services de planification communautaire

David Neufeld

* Comprend le programme Quartiers vivants!, la Direction du développement urbain, l'Entente de partenariat de Winnipeg et les Initiatives de développement urbain.

Au 31 mars 2009

Ministère des Affaires gouvernementales

Bureaux régionaux

BOX 1

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES BUREAU DE WINNIPEG

- Administration et finances
- Commission municipale
- Régie des services publics
- Aménagement et développement communautaires
- Services de soutien provincial-municipal
- Organisation des mesures d'urgence

BOX 2

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES SERVICES DES BUREAUX RÉGIONAUX

LÉGENDE

Évaluation
Services de planification communautaire
Organisation des mesures d'urgence
Services consultatifs et financiers aux municipalités

BOX 3

SERVICES DES BUREAUX RÉGIONAUX

BEAUSEJOUR
BRANDON
DAUPHIN
DELORAIN
MINNEDOSA
MORDEN
PORTAGE LA PRAIRIE
SELKIRK
SOURIS
SAINT-PIERRE-JOLYS
STEINBACH
SWAN RIVER
THOMPSON

Division de l'administration et des finances

La Division de l'administration et des finances conseille le ministre et le personnel chargés du portefeuille du Ministère, leur fournit un soutien administratif, fait des recommandations sur la gestion des ressources humaines et dirige les services administratifs et financiers. Ces services sont fournis par le cabinet du ministre et le bureau du sous-ministre, le bureau de Brandon et la Direction des services administratifs et financiers et des ressources humaines. La Division englobe également la Commission municipale et la Régie des services publics.

Traitement du ministre

Le ministre assure le leadership pour ce qui est du maintien et de l'enrichissement du partenariat direct que le gouvernement provincial entretient avec ses partenaires municipaux ainsi qu'avec les organismes qui s'occupent d'aménagement du territoire et de gestion des ressources. Il donne l'orientation nécessaire pour que les buts et objectifs du Ministère soient atteints.

1(a) Traitement du ministre

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 | | Dép. prévues 2008-2009 | | Écart pos./ (nég.) | Note expl. |
|---|---------------------------|-------------|---------------------------|------------------|-----------------------|---------------|
| | (milliers de \$) | ETP | (milliers de \$) | (milliers de \$) | | |
| Salaires | 45 | 1,00 | 45 | | 0 | |
| Total des dépenses | 45 | 1,00 | 45 | | 0 | |

Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre

Le bureau du sous-ministre informe le ministre et son personnel et les conseille sur les sujets de préoccupation afin d'assurer une communication ouverte et continue entre le gouvernement provincial et ses partenaires municipaux, et entre le Ministère et ses groupes variés de clients. Le bureau du sous-ministre continue d'appliquer les décisions stratégiques prises par le ministre et d'orienter les activités menées par les directions du Ministère. Il fournit également des services administratifs au cabinet du ministre.

1(b) Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 | | Dép. prévues 2008-2009 | | Écart pos./ (nég.) | Note expl. |
|---|---------------------------|-------------|---------------------------|------------------|-----------------------|---------------|
| | (milliers de \$) | ETP | (milliers de \$) | (milliers de \$) | | |
| Salaires | 577 | 9,00 | 577 | | 0 | |
| Autres dépenses | 85 | 0,00 | 80 | | 5 | |
| Total des dépenses | 662 | 9,00 | 657 | | 5 | |

Bureau de Brandon

Ouvert en 1989, le bureau de Brandon donne aux habitants de l'Ouest du Manitoba un accès direct et commode au gouvernement. Le bureau, qui a pignon sur rue, fournit des renseignements sur les programmes du gouvernement et dirige les clients vers les personnes-ressources des divers ministères et organismes gouvernementaux.

1(c) Bureau de Brandon

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|--|---|---------------|
| | | ETP | | | | |
| Salaires | 190 | 3,00 | 192 | | (2) | |
| Autres dépenses | 56 | 0,00 | 64 | | (8) | |
| Total des dépenses | 246 | 3,00 | 256 | | (10) | |

Gestion des ressources humaines

La Section des services centralisés des ressources humaines coordonne les mesures en matière de ressources humaines du Ministère et veille à ce que les activités soient conformes aux priorités du Ministère. La Section fait les recommandations appropriées à la haute direction du Ministère sur tous les aspects de la gestion des ressources humaines, travaille dans les limites des lois qui régissent la Commission de la fonction publique et des lignes directrices établies par celle-ci et veille à ce que les besoins en personnel à long terme et à court terme du Ministère soient satisfaits. Les divers aspects de son travail sont le recrutement et la sélection, la classification des postes, l'évaluation du rendement, les relations de travail, la planification des ressources humaines, la formation et le perfectionnement du personnel et le counseling du personnel. Les services de la paie et des avantages sociaux sont assurés par la Sous-section centralisée des ressources humaines, de la paie et des avantages sociaux.

Principales activités en 2008-2009

- La Section a continué de s'occuper de recrutement, de sélection et de classification, à titre de section centralisée, par délégation de la Commission de la fonction publique. Les activités de recrutement ont permis de combler 58 postes. Par ailleurs, il y a eu quinze nominations dans le cadre du Service STEP (service d'emploi d'étudiants) et deux autres en vertu du programme Transition jeunesse. Huit examens de la classification ont été effectués.
- La Section a fourni des services de paie et d'avantages sociaux complets à environ 349 employés d'Affaires intergouvernementales. La Sous-section centralisée de la paie et des avantages sociaux a assuré les services de paie et d'avantages sociaux pour 4 363 employés.
- La Section a offert des conseils et un encadrement sur des questions liées à la paie et à l'administration.
- Participation de 46 employés à divers cours de formation offerts par la Direction du perfectionnement et de la formation de la Commission de la fonction publique. Quatre employés ont suivi des cours de développement du leadership et 24 ont reçu de l'aide du Ministère pour suivre des cours de formation professionnelle dans des collèges, universités et écoles techniques.
- La Section a administré et interprété les ententes sur les relations de travail pour en assurer l'application uniforme. Elle a donné des conseils au personnel de supervision et de gestion sur l'application des dispositions contractuelles et sur vingt questions liées aux relations de travail.
- La Section a effectué diverses enquêtes sur la conduite d'employés.
- La Section a effectué des entrevues d'embauchage et de fin d'emploi pour déterminer les améliorations possibles.
- La Section a assuré le fonctionnement et l'entretien du système d'information intégré de gestion des

ressources humaines, qui fournit des renseignements sur les dossiers individuels des employés, la paie et les avantages sociaux et qui produit des rapports sur mesure.

- La Section a réduit l'accumulation des demandes liées à la classification des postes.
- Elle a assuré la gestion et l'orientation générales des initiatives de formation et de perfectionnement des employés.
- Elle a fourni une assistance professionnelle au personnel de direction en matière de leadership.
- Elle a offert un soutien et des consultations aux gestionnaires pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'initiatives en matière de relève et elle a aidé les gestionnaires à élaborer et mettre en oeuvre des plans de perfectionnement à l'intention de postes clés identifiés.
- La Section a concentré ses efforts sur l'accroissement de la diversité de la main-d'oeuvre en maintenant des liens avec des organismes actifs dans le domaine de la diversité et des groupes communautaires. Elle a eu recours au programme Options carrières à l'intention des étudiants handicapés du Service STEP dans sa stratégie d'embauche pour l'été.
- Elle a fait des recherches, a élaboré et proposé des options pour accroître la diversité de la main-d'oeuvre et a dirigé une séance de planification du groupe de direction du Ministère sur la diversité.
- Elle a coordonné les stratégies et les programmes de renouvellement du gouvernement et soutenu les priorités gouvernementales en matière de ressources humaines.
- Elle a coordonné et tenu la réception annuelle de remise des récompenses aux employés de longue date.
- Elle a produit des rapports réguliers et des commentaires sur les demandes de renseignements en matière de ressources humaines.
- Elle a maintenu des liens avec les établissements d'enseignement, en particulier en ce qui a trait aux occupations au recrutement difficile.

1(d) Services de gestion des ressources humaines

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|--|-------------|--|--|-----------------------|
| Salaires | 175 | 3,00 | 169 | 6 | |
| Autres dépenses | 47 | 0,00 | 51 | (4) | |
| Total des dépenses | 222 | 3,00 | 220 | 2 | |

Services financiers et administratifs

La Section des services financiers et administratifs fournit des services de soutien centralisés essentiels au fonctionnement du Ministère, y compris les fonctions de contrôle, de comptabilité, d'information financière et de coordination du budget, ainsi que des services administratifs. En vertu de la *Loi sur la gestion des finances*, elle est également chargée de la coordination centrale qui permet de veiller à l'intégrité financière des systèmes d'information de gestion. Le personnel doit aussi interpréter les directives et les règlements de Finances Manitoba.

Principales activités en 2008-2009

- La Section a géré le compte en fiducie du ministre des Affaires intergouvernementales, traitant des encaissements d'environ 8,1 millions de dollars (M\$) et des déboursements d'environ 8,0 M\$.
- La Section a traité des dépenses s'élevant à un total d'environ 332,8 M\$ et a géré un système de perception et de dépôt des recettes correspondant à un total de 10,2 M\$.
- Elle a coordonné et regroupé les renseignements financiers nécessaires à la préparation du budget détaillé des dépenses et des recettes, d'un supplément aux prévisions budgétaires, du rapport annuel, des explications des écarts dans les comptes publics et des prévisions trimestrielles des recettes et des dépenses.
- Elle a coordonné l'activité et l'entretien d'un parc d'environ 73 véhicules.
- Elle a coordonné les demandes déposées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. En 2008-2009, 24 demandes ont été présentées à l'agent responsable au sein du Ministère.
- Elle a préparé des rapports financiers pour la haute direction du Ministère et administré les règlements administratifs sur le dégrèvement de l'impôt foncier des soldats.
- Elle a fourni un soutien continu à l'utilisation du logiciel SAP au sein du Ministère. Elle a offert des conseils techniques et examiné et révisé toutes les politiques et procédures se rattachant aux processus opérationnels rendus nécessaires par le logiciel SAP.
- Elle a coordonné l'offre de services en français au Ministère.
- Elle a coordonné les activités d'approvisionnement du Ministère et représenté ce dernier au sein de comités pertinents.
- Elle a participé à l'intégration du développement durable dans les activités du Ministère. Un résumé des activités et réalisations du Ministère en matière de développement durable est joint à l'annexe D.

1(e) Services financiers et administratifs

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 424 | 8,10 | 458 | (34) | |
| Autres dépenses | 153 | 0,00 | 190 | (37) | |
| Total des dépenses | 577 | 8,10 | 648 | (71) | |

Commission municipale

La Commission municipale est un organisme quasi-judiciaire qui entend les requêtes et les appels, rédige des rapports et fait des recommandations sur les questions concernant les administrations locales.

Compte tenu de sa nature quasi-judiciaire, la Commission fonctionne de façon indépendante et n'est rattachée au Ministère que pour des raisons administratives. Son rapport annuel est préparé séparément et porte sur l'année civile.

1(f) Commission municipale

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 566 | 9,00 | 871 | (305) | |
| Autres dépenses | 219 | 0,00 | 238 | (19) | |
| Total des dépenses | 785 | 9,00 | 1 109 | (324) | |

Régie des services publics

La Régie des services publics est un organisme quasi-judiciaire indépendant qui relève de l'Assemblée législative du Manitoba.

La Régie est responsable de la réglementation des services publics visés par la *Loi sur la Régie des services publics*, notamment les suivants :

- Centra Gas Manitoba Inc. – distribution de gaz naturel;
- Stittco Utilities Man Ltd. – distribution de propane;
- Swan Valley Gas Corporation – distribution de gaz naturel;
- Services d'eaux et d'égouts, sauf ceux de la ville de Winnipeg et la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba.

En vertu de la *Loi sur l'examen des activités des corporations de la Couronne et l'obligation redditionnelle de celles-ci*, la Régie est aussi responsable de la réglementation des primes d'assurance obligatoire fixées par la Société d'assurance publique du Manitoba pour les conducteurs et les véhicules ainsi que des tarifs de Manitoba Hydro.

En plus de réglementer les tarifs des services publics susmentionnés, la Régie, en vertu de la *Loi sur les gazoducs*, examine les activités des sociétés visées par cette loi afin de s'assurer que le gaz naturel et le propane sont distribués aux consommateurs manitobains d'une manière sécuritaire.

Plusieurs autres textes législatifs attribuent également à la Régie des responsabilités de réglementation ou d'arbitrage, soit :

- *Loi sur la distribution du gaz dans la conurbation de Winnipeg*;
- *Loi sur la répartition du gaz*;
- *Loi sur les arrangements préalables de services de pompes funèbres*;
- *Loi sur les cimetières*;
- *Loi sur la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba* (appels);
- *Loi sur la protection des voies publiques* (appels);
- *Loi sur la protection du consommateur* (taux maximums des prêts sur salaire et d'encaissement des chèques gouvernementaux);
- *Loi sur la Ville de Winnipeg* (ententes sur le transport de personnes);
- *Loi sur les centres téléphoniques de sécurité publique - service d'urgence 911* (appels).

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration de la Régie s'est réuni 17 fois. La Régie a tenu 41 journées d'audiences publiques et trois journées de conférences préalables à des audiences. Elle a rendu 172 ordonnances officielles en 2008-2009 (179 en 2007-2008) comme suit :

| | 2008/2009 | 2007/2008 |
|--|------------|------------|
| Services d'eau et d'égouts | 68 | 81 |
| Services de gaz naturel et de propane | 18 | 25 |
| Appels de courtiers en opérations gazières | 0 | 0 |
| <i>Loi sur la protection des voies publiques</i> | 6 | 6 |
| <i>Loi sur l'Hydro-Manitoba</i> | 63 | 56 |
| Société d'assurance publique du Manitoba | 7 | 5 |
| <i>Loi sur les cimetières</i> | 1 | 3 |
| Débranchement | 0 | 0 |
| Prêts sur salaire | 8 | 1 |
| Encaissement de chèques gouvernementaux | 0 | 2 |
| Service de navette (Avion) | 1 | 0 |
| TOTAL | 172 | 179 |

| | | |
|--|------------|------------|
| Achat direct de gaz naturel | | |
| Courtiers | 11 | 12 |
| | | |
| <i>Loi sur les cimetières</i> | | |
| Cimetières, renouvellement de permis | 11 | 11 |
| Cimetières, permis initial | - | - |
| Columbariums | 19 | 18 |
| Mausolées | 5 | 5 |
| Crématoires | 18 | 17 |
| Ventes - propriétaires | 11 | 11 |
| Ventes - agents | 86 | 109 |
| Ventes - transferts de permis entre agents | 2 | 1 |
| Total partiel | 152 | 172 |
| | | |
| <i>Loi sur les arrangements préalables de services de pompes funèbres</i> | | |
| Renouvellement de permis | 25 | 25 |
| Permis initial | - | - |
| Total partiel | 25 | 25 |
| | | |
| Nombre total de licences et de permis délivrés | 188 | 209 |

La Régie a reçu plusieurs demandes de renseignements et plaintes du public et a eu des discussions avec des courtiers et d'autres membres de l'industrie en vue de répondre aux préoccupations de clients.

Elle a supervisé la politique et les procédures de débranchement et de rétablissement du service de Centra Gas Manitoba Inc., Swan Valley Gas Corporation et Stittco Utilities Man Ltd. Elle a reçu plusieurs demandes de renseignements et plaintes de clients à cet égard.

Au cours de l'exercice 2008-2009, la Régie a reçu cinq appels et une demande d'examen et a modifié une de ses décisions précédentes. Au total, six décisions ont été rendues, y compris une décision concernant un appel reporté de l'exercice précédent. Une demande d'appel est toujours en attente d'une décision en date du 31 mars 2009.

1(g) Régie des services publics

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|--|-------------|--|--|-----------------------|
| Salaires | 741 | 7,23 | 700 | 41 | |
| Autres dépenses | 503 | 0,00 | 630 | (127) | |
| Total des dépenses | 1 244 | 7,23 | 1 330 | (86) | |

Aménagement et développement communautaires

Vue d'ensemble

Le mandat de la Division de l'aménagement et du développement communautaires a trois volets. Elle est responsable, par l'entremise de la Direction des services de planification provinciale, d'établir et de gérer un cadre stratégique et législatif pour un bon aménagement du territoire dans la province, afin de donner un fondement solide à toutes les décisions provinciales et locales dans ce domaine. Elle fournit également des services professionnels d'aménagement en région aux administrations locales situées à l'extérieur de Winnipeg, aux districts d'aménagement et aux collectivités du Nord. Elle fournit ces services par l'intermédiaire de la Direction des services de planification communautaire. Son troisième domaine de responsabilité, assuré par la Direction du développement urbain, consiste à établir des politiques et programmes de soutien provincial pour la revitalisation des quartiers partout dans la province et pour les investissements du gouvernement provincial dans le renouvellement du centre-ville et le développement communautaire et économique de la ville de Winnipeg.

La Division contribue au mandat général du Ministère de bâtir des collectivités saines et viables et des administrations locales efficaces en fournissant à celles-ci des outils et des ressources qui les aident à prendre des décisions avisées en matière d'aménagement. La Division appuie également la création de centres urbains pleins de vie en finançant des projets de revitalisation des quartiers résidentiels et commerciaux du centre-ville.

En 2008-2009, la Division de l'aménagement et du développement communautaires a entrepris plusieurs initiatives importantes. Ces dernières sont décrites plus en détail sous chaque direction, mais elles comprennent notamment l'élaboration de politiques provinciales d'occupation des sols qui seront soumises à des consultations publiques en mai 2009, l'examen de 121 nouveaux règlements portant sur des plans directeurs et des modifications aux règlements, l'offre d'une aide financière à la Ville de Winnipeg pour l'examen de son plan directeur et aux maires et aux préfets de la région de la capitale pour l'élaboration d'un cadre de travail pour la région de la capitale, la conception d'un nouveau programme de partenariat avec douze municipalités et six organismes de quartier en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, la mise en oeuvre de programmes d'emploi pour les membres de la Première nation de Shoal Lake (n° 40), une aide professionnelle et financière aux collectivités du Manitoba pour la préparation et l'adoption de 115 plans directeurs et modifications et 192 règlements de zonage et modifications, le traitement de 965 demandes de lotissement, l'examen de 195 propositions d'aménagement ou d'aliénation des terres domaniales, la conception d'une nouvelle initiative Renforcement des collectivités, l'extension du programme Quartiers vivants! à cinq nouvelles collectivités et l'évaluation de projets relevant de l'Entente de partenariat de Winnipeg, des Initiatives de développement urbain et de Quartiers vivants!

Haute direction

Le bureau du sous-ministre adjoint assure le bon fonctionnement de la Division de l'aménagement et du développement communautaires. Il oriente et soutient le personnel de la Division pour l'offre de programmes et de services dans les domaines suivants : l'élaboration et l'application de mesures législatives et de politiques provinciales d'aménagement du territoire, l'aménagement régional et communautaire, l'autorisation des lotissements et la revitalisation des quartiers et du centre-ville. Le bureau du sous-ministre adjoint informe et conseille le sous-ministre, le ministre et les hauts fonctionnaires en matière d'aménagement du territoire, d'aménagement communautaire et des questions connexes. Il forme et entretient de solides relations de travail avec les municipalités et les organismes communautaires afin de contribuer à la création et au maintien d'un Manitoba fort composé de collectivités sûres, saines, vibrantes d'énergie et viables.

2(a) Haute direction

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 171 | 2,00 | 181 | (10) | |
| Autres dépenses | 35 | 0,00 | 44 | (9) | |
| Total des dépenses | 206 | 2,00 | 225 | (19) | |

Services de planification provinciale

Les Services de planification provinciale élaborent et administrent le cadre stratégique et législatif provincial qui sert de fondement à un bon aménagement du territoire au Manitoba. Ils contribuent également à la santé et à la viabilité des collectivités en participant à des projets stratégiques d'aménagement du territoire.

Principales activités en 2008-2009

Les Services de planification provinciale assurent l'examen des règlements relatifs aux plans directeurs, des lotissements et des propositions d'annexion pour le compte de la province. En 2008-2009, les principales activités de cette direction ont été les suivantes :

- *Examen des règlements relatifs aux plans directeurs et aux modifications connexes* — Les Services de planification provinciale ont coordonné l'examen de 121 nouveaux règlements relatifs à des plans directeurs et à des modifications de règlements existants, en consultation avec d'autres ministères et organismes.
- *Examen des demandes de lotissement* — Les Services de planification provinciale sont responsables de l'évaluation et de l'examen des demandes de lotissement au sujet desquelles des problèmes ou des préoccupations ont été mis en évidence pendant le processus d'examen local ou provincial. Quelque 37 demandes de lotissement ont été déferées aux Services de planification provinciale en vue d'une analyse et d'une recommandation (pour l'approbation ou le rejet).
- *Représentation des intérêts provinciaux en matière d'aménagement du territoire aux audiences* — En vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, les Services de planification provinciale sont autorisés à comparaître et à présenter des observations aux audiences tenues sur les règlements relatifs aux plans directeurs, aux règlements de zonage et aux lotissements. En 2008-2009, ils ont représenté les intérêts provinciaux à huit audiences, qui ont porté sur deux plans directeurs et six lotissements.
- *Examen des limites municipales : propositions d'annexion, de fusion et d'expansion* — Les Services de planification provinciale ont coordonné l'examen interministériel de sept propositions déposées par des municipalités en vertu de la *Loi sur les municipalités*. La Direction consulte d'autres ministères et, lorsque c'est possible, pallie ou résout les points en litige avec les municipalités concernées. Elle prépare des rapports à l'intention de la Commission municipale et, après l'approbation de chaque proposition, élabore l'ébauche du règlement correspondant sur les limites municipales.
- *Commission interministérielle d'aménagement* — Les Services de planification provinciale jouent un rôle de secrétariat pour la Commission interministérielle d'aménagement et s'est acquittée de son mandat relatif à la consultation, la coordination et l'intégration interministérielles et interorganismes des politiques, des plans et des projets d'infrastructure liés à l'occupation et la mise en valeur des sols dans la province.
- *Entente tripartite sur la qualité de l'eau du lac Shoal* — Les Services de planification provinciale

supervisent l'Entente sur la qualité de l'eau du lac Shoal pour le compte du gouvernement provincial.

L'entente de 1989 a donné lieu à l'établissement d'un fonds en fiducie de 6 M\$ (3 M\$ de la ville et autant de la province) en contrepartie de la réglementation par la Première nation de certaines activités sur la réserve pendant une période de 60 ans.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Entente en septembre 1990, tous les revenus du fonds en fiducie ont été versés à la bande indienne (soit, au total, 8,72 M\$ en date du 31 décembre 2008).

Points saillants en 2008-2009

Les Services de planification provinciale ont coordonné plusieurs initiatives stratégiques importantes destinées à renforcer le cadre d'aménagement du territoire au Manitoba et dans la région de la capitale.

- Un nouveau projet pilote d'une durée de quatre ans (de 2008 à 2012), le programme communautaire de réduction des émissions de gaz à effet de serre, a été conçu et doit être mis en oeuvre dans 14 collectivités urbaines et rurales de la province. Offert en partenariat avec les administrations locales et les organismes communautaires sans but lucratif, le programme offrira des outils et des ressources pour aider les municipalités, les particuliers, les entreprises et les institutions à planifier et à mettre en oeuvre des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), ainsi qu'à prendre des décisions plus viables à long terme. Le programme prévoit que les participants franchissent les cinq étapes clés suivantes :
 1. établissement d'un inventaire des émissions de GES;
 2. établissement d'objectifs de réduction des émissions;
 3. élaboration d'un plan d'action sur les changements climatiques avec l'apport de la population;
 4. la mise en oeuvre du plan d'action et d'activités qui visent la réduction des émissions de GES;
 5. suivi des progrès réalisés et communication des résultats en matière de réduction des émissions de GES.
- *Examen des politiques relatives à l'aménagement du territoire* — La Direction a établi un comité de travail interministériel regroupant les ministères concernés pour récrire les politiques provinciales d'occupation des sols (*Règlement 184/94 sur les politiques provinciales d'occupation des sols*). Une version préliminaire des politiques proposées a été approuvée par le Cabinet à des fins de consultation en février 2009 et elle fait présentement l'objet d'un examen dans le cadre de vastes consultations avec les parties intéressées et le grand public.
- *Région de la capitale* — Le Ministère a versé un soutien financier et mis des membres de son personnel à la disposition des maires et préfets de la région de la capitale pour les aider à acquérir une version personnalisée d'un outil d'urbanisme assisté par ordinateur appelé MetroQuest. Cette application facilitera la consultation des parties intéressées ainsi que la conception et l'évaluation de divers scénarios d'aménagement régional. Le Ministère et les maires et préfets de la région de la capitale contribuent chacun 37 500 \$ à ce projet. Le Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités fournit le financement restant, soit 75 000 \$.

Les maires et préfets, avec le soutien financier de la province, ont organisé un atelier régional sur la collaboration intitulé « Learning to Think and Act Like a Region » et ont établi un cadre de travail préliminaire pour l'établissement d'une vision pour la région de la capitale. Le document de travail a été distribué aux maires et aux préfets à des fins d'examen et d'adoption.

Aux termes d'un accord de contribution de 55 000 \$, le Ministère a accepté d'offrir des fonds aux maires et aux préfets pour veiller à ce que l'organisme qui réunit les maires et les préfets poursuive son travail d'élaboration d'un cadre de travail pour l'établissement d'une vision pour la région de la capitale, pour compenser les frais de fonctionnement afférents à la préparation d'un rapport sur la composition,

l'organisation et la structure de gouvernance du Partenariat de la région de la capitale établi en vertu de la *Loi sur le Partenariat de la région de la capitale*, et pour payer les coûts afférents à la préparation d'un plan d'activités de trois ans.

- *Ville de Winnipeg (dispositions concernant l'aménagement)* — Les Services de planification provinciale ont aidé la ville de Winnipeg à traiter des questions d'aménagement et de mise en valeur. La Direction a examiné trois modifications au règlement de Plan Winnipeg visant à modifier la désignation de certains biens-fonds dans le nord de la ville afin de permettre de nouvelles utilisations.

La Direction a facilité et administré une contribution provinciale de 1,56 M\$ allouée à l'examen de Plan Winnipeg, qui a exigé l'embauche d'un urbaniste au sein des Services de planification provinciale, qui a été détaché à la Ville de Winnipeg pendant une période d'un an pour participer à l'élaboration de nouveaux plans directeurs.

- *Congrès manitobain d'aménagement de 2008* — En 2008-2009, le congrès manitobain d'aménagement a formé un partenariat avec l'Institut canadien des urbanistes et le Manitoba Professional Planners Institute pour la tenue d'un congrès conjoint à Winnipeg du 13 au 16 juillet 2008, dont le thème était « Urbanisme et design en communauté : conception de milieux de vie exemplaires ». Des membres du personnel des Services de planification communautaire et des Services de planification provinciale ont fait partie du comité organisateur de ce congrès d'aménagement conjoint.
- *CentrePort Canada* — Les Services de planification provinciale ont participé à l'élaboration de la *Loi sur la Société CentrePort Canada*, qui crée et définit un terminal intermodal d'arrière-pays au nord de l'Aéroport international James Armstrong Richardson. La Direction participe activement au comité consultatif du plan de transport, d'infrastructure et d'usage des biens-fonds de CentrePort qui jettera les bases de l'aménagement futur des biens-fonds de CentrePort.

2(b) Services de planification provinciale

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 739 | 7,00 | 869 | (130) | 1 |
| Autres dépenses | 254 | 0,00 | 750 | (496) | 1 |
| Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement urbain et rural | (137) | 0,00 | (185) | 48 | |
| Total des dépenses | 856 | 7,00 | 1 434 | (578) | |

Note explicative

1 En raison du démarrage récent de l'élément « changement climatique » du nouveau programme, le flux de certaines dépenses n'a pas été aussi rapide que prévu.

Services de planification communautaire

La Direction des services de planification communautaire soutient le développement de collectivités saines et viables en offrant des services d'aménagement et de développement communautaires en région. À partir de neuf bureaux régionaux répartis dans toute la province et aidée par le bureau de Winnipeg, la Direction fournit des services d'aménagement professionnels et techniques aux autorités locales chargées de l'aménagement, aux collectivités du Nord et au public. Elle s'acquitte par ailleurs des responsabilités qui sont déléguées à son personnel par la *Loi sur l'aménagement du territoire* et la *Loi sur les municipalités*.

Principales activités en 2008-2009

- Le personnel a fourni des services professionnels et techniques aux municipalités et aux districts d'aménagement pour la préparation et la modification de règlements relatifs aux plans directeurs et au zonage. En 2008-2009, il a contribué à la préparation et à l'adoption de 115 plans directeurs et de modifications et de 192 règlements de zonage et de modifications. Ces règlements assurent le contrôle local de l'usage et de la mise en valeur des terres.
- Le personnel, au nom de l'administration responsable, a aussi coordonné l'examen des plans directeurs, des règlements de zonage et des propositions de lotissements par les autres ministères et organismes visés.
- Le personnel a traité 965 nouvelles demandes de lotissement en vertu de pouvoirs délégués par la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Il a également examiné 128 demandes de lotissement présentées à la Commission du district d'aménagement de la région de Brandon, la Commission du district d'aménagement de la région de Selkirk et la Commission du district d'aménagement de Lac-du-Bonnet.
- Le pouvoir décisionnel relatif aux règlements visant la fermeture de routes et de réserves publiques a été délégué aux cadres supérieurs chargés de l'aménagement régional. En 2008-2009, 45 règlements visant la fermeture de routes et de réserves publiques ont été examinés et approuvés au nom du ministre.
- La Direction a continué de travailler en partenariat avec le ministère des Affaires autochtones et du Nord afin d'offrir des services de planification stratégique et d'aménagement du territoire aux collectivités du Nord qui ne sont pas constituées en corporation.
- Le personnel de la Direction a fourni des services consultatifs aux districts d'aménagement et aux municipalités sur des questions d'occupation des sols liées à des projets d'élevage, dans le cadre du Programme de gestion du bétail du Manitoba. Cette initiative vise à ce que l'expansion du secteur de l'élevage respecte les principes du développement durable afin d'assurer la protection de l'environnement et l'optimisation des avantages socio-économiques pour les collectivités du Manitoba et pour la province en général.
- La Direction administre le Programme d'aide à l'aménagement communautaire dans le cadre du Programme de gestion du bétail du Manitoba afin de soutenir les municipalités et les districts d'aménagement qui entreprennent des projets d'aménagement. Le Programme offre une aide financière à frais partagés pour soutenir la préparation de règlements relatifs à l'aménagement, la participation de la population au processus de planification et la création de plans cadastraux numérisés pour soutenir la politique d'occupation des sols et sa mise en oeuvre.
- Le personnel a soutenu la Direction des services de planification provinciale dans l'examen des politiques provinciales d'occupation des sols et de l'initiative concernant la région de la capitale.

Points saillants en 2008-2009

- Dans le cadre du Programme d'aide à l'aménagement communautaire, la Direction a versé un total de 127 265 \$ à 20 districts d'aménagement et municipalités en 2008-2009 pour les aider à préparer ou mettre à jour les règlements locaux relatifs à l'aménagement.
- En 2008-2009, la Direction a fourni des services professionnels et des conseils à 61 districts d'aménagement et municipalités qui préparaient des politiques sur les exploitations d'élevage. Vingt-huit politiques sur les exploitations d'élevage ont été adoptées et sont en vigueur.
- En 2008-2009, la Direction a continué de soutenir les projets de plans cadastraux numérisés dans 52 municipalités de la province. Le personnel de la Direction a également mis à niveau les plans cadastraux

numérisés dans les 59 municipalités dont les plans ont déjà été élaborés.

- La Direction a offert un soutien à la ville de Snow Lake pour la mise en oeuvre d'un projet innovateur de préparation d'un plan pour une collectivité durable qui doit combler les besoins d'aménagement à long terme de la collectivité d'une manière durable.
- Le personnel de la Direction a également facilité des ateliers sur le sens de la visualisation dans des collectivités du District d'aménagement du territoire MSTW et de la M. R. de Rhineland en vue de promouvoir la coopération régionale et découvrir des moyens d'aborder les priorités régionales. Les participants aux ateliers comprenaient des représentants élus, des fonctionnaires municipaux et des représentants d'un certain nombre de ministères provinciaux.

Sommaire des nouveaux projets d'aménagement par bureau régional (2007-2008)

| Bureau régional | Plans directeurs et modifications | Règlements de zonage et modifications | Règlements de fermeture de route | Autres règlements | Lotissements | Examens liés aux terres domaniales |
|-----------------|-----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------|--------------|------------------------------------|
| Beausejour | 21 | 34 | 0 | 0 | 81 | 26 |
| Brandon | 28 | 33 | 8 | 2 | 99 | 5 |
| Dauphin | 12 | 14 | 4 | 2 | 98 | 45 |
| Deloraine | 5 | 14 | 3 | 3 | 44 | 1 |
| Morden | 12 | 37 | 5 | 3 | 204 | 0 |
| Portage | 6 | 14 | 1 | 0 | 120 | 1 |
| Selkirk | 10 | 17 | 12 | 1 | 103 | 39 |
| Steinbach | 15 | 15 | 0 | 4 | 202 | 0 |
| Thompson | 6 | 14 | 2 | 2 | 14 | 78 |
| TOTAL | 115 | 192 | 35 | 17 | 965 | 195 |

2(c) Services de planification communautaire

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|--------------|---|--|-------------------------------------|------------|
| | | ETP | | | | |
| Salaires | 2 916 | 45,00 | 3 162 | | (246) | |
| Autres dépenses | 994 | 0,00 | 1 091 | | (97) | |
| Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement économique rural | (497) | 0,00 | (605) | | 108 | |
| Total des dépenses | 3 413 | 45,00 | 3 648 | | (235) | |

Développement urbain

Vue d'ensemble

La Direction du développement urbain élabore et met en œuvre des politiques et des programmes qui appuient :

- la revitalisation des quartiers dans plusieurs centres urbains;
- la réhabilitation du centre-ville, le développement économique et le développement économique communautaire de Winnipeg.

La Direction travaille en partenariat avec d'autres administrations et des partenaires communautaires. Elle est responsable entre autres des programmes Quartiers vivants! et Renforcement des collectivités, des Initiatives de développement urbain et de l'Entente de partenariat de Winnipeg.

Quartiers vivants

L'initiative Quartiers vivants! soutient la revitalisation communautaire de quartiers vulnérables désignés de Winnipeg (West Broadway, Spence, William Whyte, Lord Selkirk Park, Point Douglas, St. John's, Dufferin, Centennial, West Alexander, North Portage, Daniel McIntyre et St. Matthews) et de Brandon (centre-ville), ainsi que la revitalisation des quartiers à Thompson, Dauphin, Flin Flon, Le Pas, Portage la Prairie et Selkirk. L'initiative Quartiers vivants! donne aux particuliers et aux groupes des quartiers désignés les outils dont ils ont besoin pour renforcer les possibilités de leur quartier. Son personnel est responsable de la coordination générale de l'initiative, y compris de la mise en œuvre directe de quatre des huit programmes de Quartiers vivants!

Principales activités en 2008-2009

- La Section chargée de Quartiers vivants! a administré les quatre programmes suivants de l'initiative :
 - * *Fonds de revitalisation des quartiers* — Le Fonds a subventionné un vaste éventail d'initiatives communautaires dans les quartiers désignés, y compris des projets qui ont contribué au renforcement des capacités des quartiers, à leur stabilité, à leur développement économique et au bien-être.
 - * *Initiatives communautaires* — Le programme a soutenu des projets qui ont eu de vastes retombées sur les quartiers centraux défavorisés de Winnipeg ou qui visaient des groupes précis de ces quartiers.
 - * *Aide au développement des quartiers* — Le programme a subventionné le démarrage et le fonctionnement de base à long terme des sociétés de revitalisation des quartiers, qui travaillent au développement économique communautaire des quartiers désignés de l'initiative Quartiers vivants!
 - * *Visites de la police dans les écoles* — Afin d'améliorer la sécurité, le programme soutient les projets de visites de la police dans les écoles des quartiers qui ne sont pas admissibles à un financement du Fonds de revitalisation des quartiers.
- Dans le cadre de Quartiers vivants!, le Ministère a également subventionné le programme des initiatives de formation. Des initiatives de formation ont été conçues et mises sur pied par d'autres ministères, en partenariat avec des organisations communautaires et des établissements d'enseignement.
- Trois autres programmes liés à Quartiers vivants!, soit le *Programme d'aide à l'accès au logement*, les *Centres d'arts urbains* et *Lighthouses*, ont été financés et assurés respectivement par les ministères des Services à la famille et du Logement, de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme et de la Justice.

Points saillants en 2008-2009

- Les programmes de l'initiative Quartiers vivants! du Ministère ont engagé plus de 4,0 M\$ dans 86 projets en 2008-2009. Les détails des projets selon les quartiers sont offerts sur le site Web de Quartiers vivants! à l'adresse www.gov.mb.ca/ia/programs/neighbourhoods/index.fr.html.
- Le Ministère a administré et surveillé 160 subventions à des projets Quartiers vivants! en 2008-2009.
- Entre la mise sur pied de l'initiative en 2000 et le 31 mars 2009, 698 projets Quartiers vivants! ont été entrepris, dont la valeur totale estimative est de près de 64,3 M\$. De ce montant, plus de 34,8 M\$ ont été versés par Quartiers vivants! et environ 29,6 M\$ ont été obtenus d'autres bailleurs de fonds et en dons en nature par effet de levier.
- Le personnel de Quartiers vivants! a continué de fournir soutien et conseils à de nombreux organismes communautaires dans les quartiers désignés. Il a également tenu des consultations et coordonné des activités de revitalisation avec d'autres ministères et administrations.

- Le site Web de Quartiers vivants!, qui fournit des renseignements sur les programmes et les projets et donne accès à une panoplie d'outils de planification et d'élaboration de projets, a fait l'objet d'un entretien et de mises à niveau.

2(d) Quartiers vivants!

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|--|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 415 | 7,00 | 445 | (30) | |
| Autres dépenses | 99 | 0,00 | 108 | (9) | |
| Total de l'aide aux quartiers | 4 365 | 0,00 | 4 985 | (620) | 1 |
| Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement économique urbain et rural | (2 127) | 0,00 | (2 127) | 0 | |
| Total des dépenses | 2 752 | 7,00 | 3 411 | (659) | |

Note explicative

1 L'écart vient du fait que les promoteurs de projets n'ont pas présenté leurs demandes d'aide aussi rapidement que prévu, au poste de l'aide aux quartiers.

Urbanisme

La Section de l'urbanisme étudie, élabore, met en œuvre et coordonne, à l'échelle de la province, des politiques, programmes et projets de revitalisation urbaine et de développement économique et communautaire, en collaboration avec d'autres ministères et d'autres paliers de gouvernement. La Section soutient également les initiatives de développement économique et de développement économique communautaire mises sur pied à Winnipeg qui favorisent le renforcement des capacités à long terme et qui intègrent des objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

Principales activités en 2008-2009

- La Section a élaboré et mis en œuvre des politiques et des projets de revitalisation des quartiers, de développement économique communautaire et de revitalisation et développement de la ville de Winnipeg. Son personnel a été en liaison suivie avec d'autres ministères provinciaux, d'autres paliers de gouvernement et les principaux intéressés dans la collectivité.
- La Section a continué de coordonner la mise en œuvre provinciale de l'initiative Renforcement des collectivités, une initiative quinquennale d'investissements à coûts partagés avec la ville de Winnipeg qui prévoit l'engagement de 14,0 M\$ pour améliorer l'état physique des quartiers résidentiels en déclin qui bordent les quartiers centraux défavorisés de Winnipeg. On a procédé à la mise en œuvre de divers projets, déterminés à l'issue d'un processus de planification stratégique communautaire, dans les six quartiers désignés, soit Luxton, Burrows Central, Saint-Boniface, Sargent Park-Minto, Wolseley et St. George-Worthington.
- La Section a travaillé avec le personnel de la ville de Winnipeg à la conception d'un programme qui pourrait succéder à l'entente sur le renforcement des collectivités.
- La Section a administré les Initiatives de développement urbain (IDU), un fonds (décrit plus loin) qui subventionne les projets et les initiatives destinés à appuyer le développement de Winnipeg.

- La Section a établi et entretenu des partenariats productifs avec les administrations municipales et avec le gouvernement fédéral en élaborant et mettant en œuvre des ententes conjointes et en coordonnant les politiques et programmes complémentaires.

Points saillants en 2008-2009

- Au 31 mars 2009, un total de 14,0 M\$ avait été dépensé par le programme de renforcement des collectivités à l'appui de la rénovation de logements et de 95 projets communautaires dans les six quartiers désignés.
- Par l'intermédiaire du fonds IDU, le Ministère a versé plus de 27,96 M\$ en financement en 2008-2009 pour 70 projets et activités destinés à appuyer le développement communautaire et économique de Winnipeg.

2(e) Urbanisme

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|--|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 583 | 9,00 | 664 | (81) | |
| Autres dépenses | 80 | 0,00 | 115 | (35) | |
| Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement économique urbain et rural | (300) | 0,00 | (308) | 8 | |
| Total des dépenses | 363 | 9,00 | 471 | (108) | |

Entente de partenariat de Winnipeg (EPW)

L'Entente de développement économique et communautaire Canada-Manitoba-Winnipeg, un accord quinquennal doté d'un budget de 75,0 M\$ et connu sous le nom d'Entente de partenariat de Winnipeg (EPW), a été signée en mai 2004 dans le but de promouvoir le développement économique et communautaire durable à long terme de la ville de Winnipeg. Ses objectifs sont de relever les défis économiques auxquels Winnipeg fait face et de mettre à profit les possibilités qui garantissent le développement d'une ville active, prospère et saine, une ville qui mise sur la diversité et qui offre à tous ses habitants des chances de participer pleinement à l'économie et à la société. L'EPW comprend les quatre principaux programmes suivants : *Participation des Autochtones*, *Mise en place de collectivités durables*, *Renouveau du centre-ville* et *Soutien à l'innovation et à la technologie*.

L'Entente de partenariat de Winnipeg accorde une aide financière aux projets dont les objectifs correspondent à ceux de ses programmes de base. Elle dispose d'un petit bureau qui donne de l'information au public et facilite la collaboration entre les trois ordres de gouvernement, les équipes des programmes de l'EPW et les promoteurs de projets. La Section de l'EPW de la Direction du développement urbain administre les projets provinciaux qui se rattachent à l'EPW.

Principales activités en 2008-2009

- En partenariat avec le gouvernement fédéral et la ville de Winnipeg, et avec la participation de la collectivité, la Section de l'EPW a continué de mettre en œuvre les projets provinciaux qui s'inscrivent dans un des quatre programmes de base de l'entente : *Participation des Autochtones*, *Mise en place de collectivités durables*, *Renouveau du centre-ville* et *Soutien à l'innovation et à la technologie*.

Points saillants en 2008-2009

- Au 31 mars 2009, les trois partenaires de l'EPW avaient engagé plus de 73,8 M\$ dans 245 projets et obtenu près de 126,2 M\$ d'autres bailleurs de fonds et en dons en nature par effet de levier, pour une valeur totale estimative de 200 M\$.
- La participation de la collectivité à la prestation du programme Participation des Autochtones et du volet Économie sociale et développement communautaire du programme Mise en place de collectivités durables a continué par l'entremise de comités consultatifs communautaires formés de parties intéressées.
- En 2008-2009, l'EPW a approuvé 26 projets d'une valeur totale de 14 144 476 \$, soit :

| | | | |
|--|------------|----------------|--------------|
| Participation des Autochtones | 17 projets | Fonds de l'EPW | 1 588 043 \$ |
| Mise en place de collectivités durables | 4 projets | Fonds de l'EPW | 1 531 433 \$ |
| Renouveau du centre-ville | 2 projets | Fonds de l'EPW | 6 165 000 \$ |
| Soutien à l'innovation et à la technologie | 3 projets | Fonds de l'EPW | 4 860 000 \$ |

2(f) Entente de partenariat de Winnipeg

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 298 | 2,00 | 405 | (107) | |
| Autres dépenses | 29 | 0,00 | 47 | (18) | |
| Programmes de l'EPW | 4 428 | 0,00 | 6 128 | (1 700) | 1 |
| Total des dépenses | 4 755 | 2,00 | 6 580 | (1 825) | |

Note explicative

1 La réduction des dépenses est due au fait que certains projets importants n'ont pas été entrepris aussi rapidement que prévu.

Initiatives de développement urbain (IDU)

Winnipeg a une des économies les plus diversifiées au Canada, avec une croissance soutenue et un coût de la vie peu élevé. Les Initiatives de développement urbain soutiennent des projets et initiatives qui stimulent le développement de Winnipeg. Elles versent également une aide aux organismes communautaires pour leurs programmes, ainsi qu'à la ville de Winnipeg et aux organismes de développement économique de Winnipeg (CentreVenture Development Corporation, Destination Winnipeg et le Centre des congrès de Winnipeg). Le montant du financement est établi à chaque exercice à 25 % des recettes annuelles que l'on prévoit tirer des appareils de loterie vidéo situés dans la ville de Winnipeg.

Ce financement de projets et de programmes à Winnipeg s'ajoute au soutien financier qui est versé directement à la ville de Winnipeg par la Direction des services consultatifs et financiers aux municipalités du ministère des Affaires intergouvernementales.

2(g) Initiatives de développement urbain

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 | ETP | Dép. prévues 2008-2009 | Écart | Note expl. |
|---|---------------------------|-------------|---------------------------|----------------------------------|---------------|
| | (milliers de \$) | | (milliers de \$) | pos./ (nég.) (milliers de \$) | |
| Dépenses | 27 955 | 0,00 | 27 975 | (20) | |
| Total des dépenses | 27 955 | 0,00 | 27 975 | (20) | |

Services de soutien provincial-municipal

Vue d'ensemble

La Division des services de soutien provincial-municipal contribue au mandat global du Ministère en renforçant les capacités des administrations municipales afin que celles-ci soient efficaces, responsables et en mesure d'assurer leur viabilité à long terme.

La Division établit et gère un cadre stratégique et législatif pertinent et habilitant pour les municipalités de la province et accorde un soutien financier complet aux 198 municipalités du Manitoba pour leurs initiatives et services. Elle fournit également du soutien aux représentants élus et aux fonctionnaires municipaux en vue de renforcer leurs capacités dans le domaine de la gouvernance, du fonctionnement et des finances.

La Division assure en outre des services d'évaluation foncière et est responsable de la politique sur l'impôt foncier, qui est une source essentielle de revenu pour les municipalités. Elle fournit des services d'évaluation, notamment la production des avis d'évaluation et relevés d'impôts, à toutes les municipalités sauf la ville de Winnipeg. De plus, elle fournit un soutien technologique aux autres divisions du Ministère.

Par ailleurs, la Division assure souvent la liaison entre les autres ministères et les municipalités.

La Division offre ses programmes et services par l'entremise de trois directions : la Direction des services d'évaluation, la Direction des services consultatifs et financiers aux municipalités et la Direction des systèmes d'information.

Points saillants en 2008-2009

- La Division a rehaussé le système d'évaluation foncière en raccourcissant le cycle de réévaluation foncière à deux ans plutôt que quatre, afin que les évaluations soient plus à jour. Elle a amélioré le processus d'appel pour les propriétaires fonciers en le rationalisant afin d'en faciliter l'accès pour les propriétaires et de permettre le règlement plus rapide des différends en matière d'évaluation. De plus, la Division a mis en oeuvre un remaniement substantiel des procédés et a apporté des modifications au système informatique utilisé pour l'évaluation.
- La Division a poursuivi la mise en oeuvre de la réévaluation générale de 2010, qui engage la mise à jour de toutes les évaluations foncières afin qu'elles reflètent les valeurs de marché au 1^{er} avril 2008 et assurent l'équité de l'imposition des propriétés foncières. La réévaluation de 2010 marque le début du nouveau cycle d'évaluation de deux ans.
- Elle a amélioré l'accès de la population aux renseignements sur les évaluations foncières. La population peut désormais avoir accès aux données de vente qui soutiennent les évaluations à la valeur marchande en visitant le site Web du Ministère.
- Elle a présenté de nouvelles mesures législatives pour donner au gouvernement provincial une autorité en matière de financement par de nouvelles taxes foncières. Les importantes mesures législatives s'appuient sur l'autorité municipale existante en matière de financement par de nouvelles taxes foncières pour soutenir les importantes initiatives de revitalisation et de renouvellement à Winnipeg et ailleurs au Manitoba.
- Elle a offert un nouveau financement à la Ville de Winnipeg pour soutenir la construction initiale de l'étape n° 1 du projet de couloir rapide de transport en commun du Sud-Ouest.

- Elle a offert un financement accru à l'étape n° 2 aux termes du Fonds de croissance du Manitoba pour des projets de bibliothèque et de loisirs.
- Elle a entrepris une évaluation formative conjointe des programmes de transfert des recettes de la taxe fédérale sur l'essence et du Fonds destiné au transport en commun afin d'évaluer l'efficacité des programmes en préparation à la prolongation de l'accord sur la taxe sur l'essence.

Haute direction

Le bureau du sous-ministre adjoint coordonne le bon fonctionnement de la Division des services de soutien provincial-municipal. Il offre une direction et un soutien au personnel pour la prestation des programmes et services de la Division, sous forme notamment de dispositions législatives et de la politique sur l'impôt foncier, de services consultatifs et de services d'éducation et de formation aux représentants élus et aux fonctionnaires municipaux, du financement versé aux municipalités et de services d'évaluation foncière et d'assistance en technologie de l'information.

Le bureau du sous-ministre adjoint se charge aussi d'informer et de conseiller le sous-ministre, le ministre et les hauts fonctionnaires sur les sujets de préoccupation relatifs aux administrations locales.

Le bureau du sous-ministre adjoint assure par ailleurs le maintien de solides relations de travail avec les municipalités, les autres organisations et les autres ministères, afin de soutenir les municipalités du Manitoba.

3(a) Haute direction

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Salaires | 175 | 2,00 | 181 | (6) | |
| Autres dépenses | 28 | 0,00 | 29 | (1) | |
| Total des dépenses | 203 | 2,00 | 210 | (7) | |

Services d'évaluation

La Direction des services d'évaluation fournit des services d'évaluation foncière relativement à 407 527 inscriptions aux rôles, d'une valeur marchande totale de 39,5 milliards de dollars, aux parties suivantes :

- 197 municipalités du Manitoba (Winnipeg assure ses propres services d'évaluation);
- le ministère des Affaires autochtones et du Nord du Manitoba, pour 61 régions sous sa tutelle;
- Éducation, Citoyenneté et Jeunesse Manitoba;
- 36 divisions et districts scolaires du Manitoba.

Les services d'évaluation comprennent la détermination de la valeur, de la classification et de l'assujettissement à l'impôt des biens suivants :

- les « biens réels » (terres et bâtiments) dans 197 municipalités;
- les « biens personnels » (équipement) utilisés pour les réseaux de distribution du gaz et pour la production

de pétrole et de gaz dans toutes les municipalités, et d'autres biens personnels dans 133 municipalités qui prélèvent un impôt sur les biens personnels;

- « l'évaluation commerciale » dans 30 municipalités qui prélèvent une taxe d'affaires.

Principales activités en 2008-2009

- La Direction a mis à jour les rôles de réévaluation de 2009 afin de refléter les constructions, les changements de propriétaire et d'adresse du propriétaire, les modifications à la description officielle, les lotissements et les agrandissements de bâtiments. Elle a envoyé 42 351 avis aux propriétaires concernés et fourni les rôles préliminaires et définitifs aux municipalités. Plus de 74 722 modifications ont été enregistrées dans les rôles de 2009.
- Elle a répondu aux 422 appels interjetés devant les comités de révision en 2008 et aux cinq appels interjetés par la suite devant la Commission municipale.
- La Direction a communiqué aux municipalités l'information requise pour les « impôts complémentaires », c.-à-d. les avis d'imposition pour les nouvelles constructions qui n'étaient pas inscrites au rôle d'évaluation définitif remis l'année précédente, permettant ainsi aux municipalités de percevoir toutes les recettes fiscales qui leur reviennent et aux propriétaires fonciers de payer leur part équitable des impôts.
- La Direction effectue régulièrement des examens de propriétés, pour que le registre des biens soit à jour. Environ 50 635 propriétés ont fait l'objet d'un examen.

La Direction fait également des recherches sur des questions liées à l'évaluation foncière, élabore des politiques et procédures pour les bureaux de district, assure la liaison avec les évaluateurs des municipalités et aide les entreprises, d'autres organismes et les ministères provinciaux et fédéraux en matière d'évaluation. Elle conseille également le gouvernement sur les questions législatives et stratégiques liées à l'évaluation foncière.

Voir l'annexe A pour avoir de plus amples renseignements sur l'évaluation à la valeur marchande et l'annexe B pour les renseignements sur l'évaluation scolaire totale.

La Direction fonctionne selon le principe de la récupération des coûts. Elle recouvre 25 % de son budget total d'Éducation, Citoyenneté et Jeunesse et 75 % du budget est payé par les municipalités.

Clients

- Les *municipalités* utilisent les évaluations pour déterminer le niveau d'imposition municipale nécessaire pour assurer la prestation des services locaux.
- *Éducation, Citoyenneté et Jeunesse Manitoba* (taxe d'aide à l'éducation) et les 36 divisions et districts scolaires de la province (taxe spéciale) utilisent les évaluations pour obtenir des recettes fiscales, qui sont nécessaires pour financer les programmes scolaires.
- *Tous les ministères* responsables de terres domaniales utilisent les évaluations comme fondement des subventions qui sont versées aux municipalités en remplacement d'impôt.
- *Les propriétaires fonciers, les évaluateurs indépendants, les établissements de crédit et le public* utilisent également les données d'évaluation à des fins diverses.

Points saillants en 2008-2009

- La Direction a rehaussé le système d'évaluation foncière en raccourcissant à compter de 2010 le cycle de réévaluation foncière à deux ans plutôt que quatre. Elle a amélioré le processus d'appel pour les propriétaires fonciers en le rationalisant afin d'en faciliter l'accès pour les propriétaires et de permettre le règlement plus rapide des différends en matière d'évaluation. De plus, la Direction a mis en oeuvre un remaniement substantiel des procédés, de nombreuses séances de formation et des changements au système informatique utilisé pour l'évaluation.

Des modifications législatives et l'élaboration de nouveaux règlements ont été nécessaires.

- Elle a poursuivi la mise en oeuvre de la réévaluation générale de 2010, qui engage la mise à jour de toutes les évaluations foncières afin qu'elles reflètent les valeurs de marché au 1^{er} avril 2008 et assurent l'équité de l'imposition des propriétés foncières.

3(b) Services d'évaluation

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|--|---|---------------|---|--|---|---------------|
| | | ETP | | | | |
| Salaires | 7 196 | 124,50 | 7 625 | | (429) | |
| Autres dépenses | 1 737 | 0,00 | 1 823 | | (86) | |
| Moins : Montant recouvrable d'Éducation, Citoyenneté et Jeunesse Manitoba | (2 362) | 0,00 | (2 362) | | 0 | |
| Total des dépenses | 6 571 | 124,50 | 7 086 | | (515) | |

Services consultatifs et financiers aux municipalités (SCFM)

La Direction des SCFM soutient le renforcement et la conservation de fortes administrations locales afin qu'elles soient capables de réagir efficacement à l'évolution des circonstances et de poser les fondements de municipalités saines et viables.

L'appui fourni aux municipalités du Manitoba comprend un cadre de financement dynamique, l'offre de mesures de soutien législatif habilitantes et souples et l'offre d'un soutien consultatif aux représentants élus et aux fonctionnaires municipaux. L'appui consultatif précis fourni aux municipalités, notamment l'éducation et la formation, varie grandement selon la capacité et la taille de la municipalité. Winnipeg étant un grand centre urbain, elle fonctionne selon un cadre législatif et financier différent et ne nécessite généralement pas de services consultatifs.

Principales activités en 2008-2009

- La Direction a établi un cadre législatif et stratégique pertinent et habilitant.
- Elle a fourni des conseils et des services consultatifs conçus pour renforcer les capacités dans les domaines de l'administration, de la gouvernance et des finances.
- Elle a veillé à ce que les municipalités respectent les dispositions législatives sur l'établissement des budgets, la comptabilité, la présentation de rapports et l'emprunt de capitaux.
- Elle a fait preuve de diligence dans l'examen des règlements municipaux sur l'emprunt de capitaux qui sont soumis à l'examen et à l'approbation de la Commission municipale.
- Elle a versé l'aide financière annuelle conditionnelle et inconditionnelle à l'appui des priorités des municipalités en matière de fonctionnement et d'immobilisations.

- Elle a assuré l'administration des fonds de la taxe fédérale sur l'essence et des fonds fédéraux pour les transports en commun qui sont versés aux municipalités.

Points saillants en 2008-2009

- La Direction a offert des séminaires sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'administration et de la gouvernance locale aux administrateurs municipaux en partenariat avec l'Association des municipalités du Manitoba (AMM) et la Manitoba Municipal Administrators Association (MMAA):
 - * organisation d'un séminaire pour les administrateurs municipaux au congrès annuel de la MMAA, qui a porté sur les questions d'administration municipale d'intérêt commun, y compris celles d'ordre procédural et comptable;
 - * participation au séminaire annuel d'éducation et de formation de la MMAA en offrant des présentations sur le cadre législatif municipal, ainsi que sur des questions d'administration, de finances et de gouvernance.
- La Direction a publié un article intitulé « Encouraging Citizens' Involvement: Enhancing Fair, Open and Transparent Municipal Government » dans le magazine *AAM Municipal Leader* (automne 2008) qui est distribué à toutes les municipalités du Manitoba. L'article met l'accent sur les moyens que peuvent adopter les municipalités pour favoriser la participation de citoyens au processus de prise de décision des municipalités.
- Elle a amélioré le manuel de procédures visées par la *Loi municipale*, un guide qui accompagne la *Loi* et est conçu comme ouvrage de référence pour les dirigeants municipaux qui travaillent sous le régime de cette loi. Elle a apporté des mises à jour aux sections existantes du manuel portant sur les procédures d'avis public et les exigences en matière de règlements. Les mises à jour mettent l'accent sur l'importance de la sensibilisation et la participation de la population aux processus de prise de décision des municipalités.
- Elle a participé à l'élaboration du document *Understanding Fairness* (comprendre l'équité), un outil de formation à l'équité conçu pour les décisionnaires municipaux, en collaboration avec l'Ombudsman du Manitoba. Le document propose des outils d'aide à la promotion de l'équité dans le processus municipal de prise de décision, ainsi que des moyens de faire de l'équité une norme de pratique.
- La Direction a publié le livret *2007 – Information statistique – Municipalités de la province du Manitoba*, qui présente les principales statistiques générales et financières sur les 198 municipalités du Manitoba. Des données statistiques peuvent désormais être téléchargées du site Web du Ministère à l'adresse http://www.gov.mb.ca/ia/programs/local_gov/index.html.
- La Direction a pris les mesures de diligence raisonnable requises pour les emprunts de capitaux contractés par les municipalités afin d'aider celles-ci à financer leurs projets d'investissement. En 2008, les municipalités manitobaines ont contracté des emprunts de capitaux d'une valeur de 63,6 M\$, soit une hausse de 21 % par rapport aux 51,2 M\$ empruntés en 2007. Le nombre de demandes de prêt s'est accru de 80 en 2007 à 95 en 2008.
- La Direction a modifié des règlements corrélatifs à la *Loi municipale* aux fins suivantes :
 - * augmenter les droits que les municipalités demandent aux entreprises productrices d'agrégat pour fournir des recettes additionnelles pour l'infrastructure municipale;
 - * modifier les limites des districts urbains locaux dans diverses municipalités afin que ces dernières puissent prévoir et recouvrer adéquatement le coût de la prestation des services municipaux aux

propriétaires fonciers.

- La Direction a continué d'appuyer la mise en oeuvre des recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) qui touchent la comptabilité et la production de rapports financiers en offrant des conseils et une orientation aux municipalités, en gérant le programme de consultants sur le terrain de l'AMM, en élaborant des manuels de référence et en offrant une formation sur la prochaine étape de mise en oeuvre (périmètre comptable des municipalités, consolidations et obligations, responsabilités environnementales et décharges).
- La Direction a entrepris une évaluation formative conjointe des programmes de transfert des recettes de la taxe fédérale sur l'essence et du Fonds destiné au transport en commun afin d'évaluer l'efficacité des programmes. Le rapport final doit être soumis au Ministère le 30 avril 2009.
- La Direction a fourni un soutien financier complet à toutes les municipalités du Manitoba. Toutes les municipalités reçoivent une part des recettes fiscales croissantes du gouvernement provincial par l'entremise du Fonds de croissance du Manitoba, le programme unique de partage des recettes de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur le carburant mis en place par le Manitoba. En 2008-2009, toutes les municipalités, y compris la Ville de Winnipeg, ont partagé un total de 150,3 M\$ distribués par le Fonds de croissance du Manitoba pour les routes, les transports en commun et les autres priorités municipales en matière d'infrastructure et de services.
- La province a un arrangement de soutien financier différent avec Winnipeg qu'avec les autres municipalités, étant donné les différents besoins, situations démographiques et économies de ces municipalités. Reconnaisant les défis économiques que doivent relever tous les gouvernements, le gouvernement provincial a accéléré le versement de près de 55 M\$ à Winnipeg avant la fin de l'exercice 2008-2009 afin d'aider la ville à composer avec les pressions budgétaires et les besoins en infrastructure. Le montant comprenait 15 M\$ en financement de fonctionnement inconditionnel et un maximum de 40 M\$ pour d'importants projets d'immobilisations tels que les routes, les ponts et l'étape n° 1 du projet de couloir rapide de transport en commun du Sud-Ouest. Ainsi, Winnipeg a reçu presque 217 M\$ du Ministère en 2008-2009. Un soutien lié aux programmes a également été offert à Winnipeg par d'autres ministères du gouvernement provincial.
- Le gouvernement provincial a versé plus de 63 M\$ en financement aux municipalités situées en dehors de la ville de Winnipeg par l'entremise du ministère des Affaires intergouvernementales. Un soutien additionnel pour les immobilisations a été versé dans le cadre d'autres programmes dont le Programme Infrastructures Canada-Manitoba et la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba, ainsi que de l'aide accordée aux districts de conservation.
- Les nouveaux fonds et les fonds accrus versés par la province aux municipalités en 2008-2009 comprennent :

Subventions de fonctionnement pour le transport en commun — Partout au Manitoba, le soutien offert aux services de transport en commun continue de s'accroître grâce au versement de près de 1,2 M\$ à Winnipeg et de 0,6 M\$ à Brandon, Thompson et Flin Flon par le biais du partenariat de financement moitié-moitié du fonctionnement des transports en commun qui a été enchâssé dans les lois provinciales.

Police — De nouveaux fonds pour 10 postes additionnels d'agents de police ont été versés à Winnipeg grâce au partage des recettes provinciales des jeux de hasard, portant à 70 le nombre total d'agents de police de la ville financés par la province depuis 2005. Brandon aussi a reçu de nouveaux fonds pour 2 agents de police de plus, portant à 11 le nombre total d'agents de police de Brandon financés par la province.

Soutien conditionnel aux programmes — Le Ministère a offert 1 M\$ à titre de financement ciblé pour soutenir les programmes et projets prioritaires de la Ville de Winnipeg : 200 000 \$ au Main Street Project,

500 000 \$ aux services médicaux d'urgence offerts par les services de lutte contre les incendies et 100 000 \$ aux programmes de lutte contre la maladie hollandaise de l'orme, aux programmes de bibliothèque, ainsi qu'aux opérations larvicides contre les moustiques.

Infrastructure des transports — Le Ministère a investi 45 M\$ en nouveaux fonds pour les routes, les ponts et les pistes cyclables à Winnipeg, y compris 25,0 M\$ au titre du financement accéléré pour les projets de 2009 et les projets futurs en vue d'aider Winnipeg à entreprendre les importants projets d'immobilisations précisés dans son budget d'immobilisations de 2009 et ses prévisions quinquennales. Ce montant fait partie d'un engagement provincial quinquennal de 125 M\$ destiné à l'infrastructure des transports de Winnipeg.

Couloir rapide de transport en commun — En 2008-2009, le Ministère a versé près de 22 M\$ pour l'étape n° 1 du projet de couloir rapide de transport en commun du Sud-Ouest. Le montant comprend 4,375 M\$ au titre du financement provincial, somme qui fait partie d'un apport de 17,5 M\$ au cours des quatre prochaines années, et 17,5 M\$ au titre du financement fédéral de la Fiducie d'investissement pour les transports en commun.

Installations de loisirs municipales — Le budget provincial de 2008 annonçait un financement additionnel de 9 M\$ au Fonds pour les services municipaux de loisirs. Cela se traduit par un financement total de 16,5 M\$ depuis 2006 pour soutenir la modernisation des installations municipales de loisirs et des bibliothèques dans l'ensemble du Manitoba. Le gouvernement provincial s'est engagé à doubler le financement pour les installations de loisirs communautaires à plus de 60 M\$ sur une période de quatre ans. Un montant de 3,8 M\$ faisant partie de cet engagement a été alloué en 2008-2009 aux projets approuvés.

Fonds pour les technologies viables des bibliothèques — Un montant de 320 000 \$ a été offert en 2008-2009 pour l'établissement d'un fonds permanent qui vise à améliorer les ressources en technologie de tous les systèmes régionaux de bibliothèques publiques du Manitoba.

- Le Manitoba appuie le versement de fonds de la taxe fédérale sur l'essence à toutes les municipalités. Au 31 mars 2008, un total de 66,9 M\$ en fonds de la taxe fédérale sur l'essence avait été distribué aux municipalités de la province, y compris 26,76 M\$ en paiements dans le cadre de ce programme en 2008-2009. Cela s'est traduit par l'investissement de 50,4 M\$ par les municipalités dans 226 projets d'infrastructure admissibles jusqu'ici, soit 75 % du montant total distribué.
- Le gouvernement provincial administre également le transfert aux municipalités des fonds fédéraux pour les transports en commun. Depuis 2006, plus de 65 M\$ ont été alloués aux municipalités manitobaines pour soutenir leurs systèmes de transport en commun. Les projets financés au cours des dernières années comprennent la modernisation de la rue piétons-autobus Graham, du centre de transport en commun Polo Park et d'autres arrêts d'autobus à Winnipeg, ainsi que l'achat de nouveaux autobus à Brandon. Les autres municipalités qui offrent un service de transport pour personnes handicapées ont aussi reçu une part d'un montant de 5,4 M\$ pour le remplacement de véhicules de transport adapté.

3(c) Services consultatifs et financiers aux municipalités

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|--------------|---|---|---------------|
| Salaires | 1 190 | 16,30 | 1 305 | (115) | |
| Autres dépenses | 365 | 0,00 | 351 | 14 | |
| Total des dépenses | 1 555 | 16,30 | 1 656 | (101) | |

Systèmes d'information

La Direction des services d'information soutient et améliore la prestation des programmes du Ministère en mettant en service de la technologie de l'information de pointe, en concevant de nouveaux systèmes et en aidant à remanier les processus opérationnels.

La Direction assure l'élaboration d'applications, le soutien technique et le travail de bureau relatifs aux systèmes d'évaluation et de facturation des taxes ainsi qu'aux systèmes ministériels internes.

Principales activités en 2008-2009

- La Direction a soutenu, exploité et entretenu le Système de traitement et d'administration des évaluations du Manitoba (MAVAS) afin de produire les rôles et les avis d'évaluation annuels des municipalités, en y apportant notamment des modifications pour que la technologie sur laquelle repose ces processus opérationnels demeure à jour.
- Elle a soutenu, exploité et entretenu le système d'impôt foncier du Manitoba afin de préparer les relevés annuels d'impôt foncier et rapports connexes pour les municipalités.
- Elle a soutenu et exploité d'autres systèmes du ministère des Affaires intergouvernementales, assurant entre autres l'entretien des systèmes suivants :
 - * le système de suivi des activités des Services de planification communautaire, qui permet de surveiller les progrès de diverses affaires dans les bureaux d'aménagement régionaux;
 - * le système de la correspondance de la Commission municipale, qui permet à celle-ci de fixer et vérifier les dates des audiences et d'envoyer les avis aux appelants;
 - * le système de paiement anticipé du crédit d'impôt du Manitoba pour les taxes scolaires et l'impôt foncier, qui sert à confirmer l'admissibilité des contribuables et à accorder cette déduction à ceux qui sont admissibles;
 - * le programme de remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles, qui sert à confirmer l'admissibilité;
 - * divers autres systèmes de moindre envergure appuyant des fonctions comme les budgets et les prévisions salariales.

Clients

- *Les principaux clients internes* sont d'autres directions du Ministère (en particulier les Services d'évaluation) qui font appel aux Systèmes d'information pour leurs services de technologie de l'information. Éducation, Citoyenneté et Jeunesse Manitoba, Finances Manitoba et Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales Manitoba sont d'autres clients internes.
- *Les principaux clients externes* sont les municipalités, pour les rôles et avis d'évaluation, les récapitulations des budgets et les relevés de taxes, utilisés pour l'établissement des budgets et la perception des taxes.
- *Les clients externes de second plan* sont les organisations qui travaillent dans les secteurs de l'immobilier, de l'évaluation, des finances ou du droit et qui reçoivent des données d'évaluation des Systèmes d'information.

Points saillants en 2008-2009

- *Production des relevés d'impôt foncier* — Les relevés d'impôt foncier de 2008 ont été imprimés et distribués à toutes les propriétés du Manitoba à l'extérieur de Winnipeg, à l'exclusion de celles de la ville de Brandon.
- *Production des avis et rôles d'évaluation foncière* — Les avis et rôles d'évaluation foncière de 2009 ont été préparés et distribués à toutes les propriétés du Manitoba à l'extérieur de Winnipeg.
- *Réévaluation de 2010* — La plus grande partie du traitement de la réévaluation de 2010 a été parachevée en 2008-2009. Des améliorations majeures ont été intégrées dans l'analyse des ventes et des incidences fiscales.
- *Amélioration de l'accès public* — Des améliorations importantes ont été apportées au site Web public. Le public peut désormais consulter les données de vente qui soutiennent l'évaluation à la valeur marchande.

3(d) Systèmes d'information

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|--|---|-------------|---|--|---|---------------|
| | | ETP | | | | |
| Salaires | 989 | 8,30 | 1 034 | | (45) | |
| Autres dépenses | 1 080 | 0,00 | 1 215 | | (135) | |
| Moins : Montant recouvrable d'Éducation, Formation professionnelle et Jeunesse Manitoba | (459) | 0,00 | (459) | | 0 | |
| Total des dépenses | 1 610 | 8,30 | 1 790 | | (180) | |

Aide financière aux municipalités

Aide financière à la Ville de Winnipeg

Le gouvernement provincial fournit à la Ville de Winnipeg un important soutien financier, qui est administré par le ministère des Affaires intergouvernementales, notamment un soutien aux priorités en matière d'infrastructure et de services municipaux grâce au Fonds de croissance du Manitoba, de même que d'autres subventions de fonctionnement et d'équipement pour répondre aux principaux besoins financiers de la Ville. Une écriture de compensation reflète le transfert du programme d'aide au revenu et du programme de l'ombudsman de la Ville à la Province et le transfert des programmes des services de santé publique à l'Office régional de la santé de Winnipeg, sans engagement de coûts, conformément aux modalités établies.

Fonds de croissance du Manitoba

Grâce au Fonds de croissance du Manitoba, le programme unique de partage des recettes de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur le carburant établi par le Manitoba, la Ville de Winnipeg reçoit une part des recettes fiscales croissantes de la province pour financer les transports en commun, la sécurité publique, l'infrastructure routière et d'autres infrastructures et services municipaux.

Les subventions versées à la Ville de Winnipeg par le Fonds de croissance du Manitoba en 2008-2009 comprennent ce qui suit :

Aide générale — Aide financière servant à répondre aux priorités de la Ville de Winnipeg en matière d'infrastructures et de services municipaux.

Subvention de fonctionnement pour les transports en commun — Aide la Ville de Winnipeg à exploiter son système de transports en commun, y compris le transport des personnes handicapées. Le financement est offert par le biais du partenariat de financement moitié-moitié du fonctionnement des transports en commun entre la Province et Winnipeg et il couvre 50 % des frais de fonctionnement du service de transport en commun de la Ville. Cette disposition en matière de financement a été enchâssée dans les lois provinciales.

Subvention d'équipement pour les transports en commun — Aide la Ville à acheter de nouveaux autobus de transports en commun.

Subvention pour les routes — Soutient le programme annuel de réfection des rues résidentielles et des voies principales de la Ville.

Sécurité publique — Soutient les services de lutte contre les incendies et d'ambulanciers paramédicaux et d'autres services essentiels de la Ville.

Soutien conditionnel aux programmes — Nouveau financement ciblé pour soutenir les programmes et projets prioritaires de la Ville de Winnipeg, y compris le Main Street Project, les services médicaux d'urgence offerts par les services de lutte contre les incendies, les programmes de lutte contre la maladie hollandaise de l'orme et les programmes de bibliothèque, ainsi que les opérations larvicides contre les moustiques.

Autre aide pour le fonctionnement

Les autres fonds de fonctionnement versés à la Ville de Winnipeg par le Ministère comprennent l'allocation régulière d'un pourcentage des recettes provinciales des jeux de hasard (appareils de loterie vidéo et casinos) et une subvention générale de soutien pour compenser le coût de la taxe provinciale destinée à la santé et à l'éducation postsecondaire (charges sociales), ainsi que d'autres fonds liés à des programmes particuliers, en

l'occurrence l'évaluation foncière, la lutte contre la maladie hollandaise de l'orme et les opérations larvicides contre les moustiques nuisants.

Autre aide pour les immobilisations

Des subventions d'équipement sont versées à la Ville pour des projets d'infrastructure prioritaires. Elles visent à donner à Winnipeg une plus grande souplesse et une plus grande autonomie dans ses décisions relatives aux dépenses en immobilisations et une plus grande certitude au chapitre du financement des immobilisations. Elles aident aussi le gouvernement provincial à honorer ses engagements relatifs au renouvellement des infrastructures municipales dans le cadre d'un partenariat financier entre les gouvernements provincial et municipal.

Un montant total de 32,6 M\$ en subventions d'équipement a été accordé à Winnipeg en 2008-2009. Ce montant comprend le financement des projets approuvés comme bénéficiaires de fonds provinciaux du fonds d'infrastructure Manitoba-Winnipeg, élément du cadre de financement à long terme des immobilisations de la Ville de Winnipeg. Il comprend aussi le financement des projets préalablement approuvés comme bénéficiaires de fonds provinciaux du Programme de financement des projets d'investissement urbain (PFPIU III).

Le Ministère a accordé un montant additionnel de 21,8 M\$ pour l'étape n° 1 du projet de couloir rapide de transport en commun du Sud-Ouest. Le montant comprend 4,375 M\$ au titre du financement provincial, somme qui fait partie d'un apport de 17,5 M\$ au cours des quatre prochaines années, et 17,5 M\$ au titre du financement fédéral de la Fiducie d'investissement pour les transports en commun.

Allocation spéciale pour les transports en commun

Une allocation provinciale spéciale de 0,5 M\$ pour les transports en commun a été versée en 2008-2009, dans le cadre d'un engagement triennal de 1,3 M\$ destiné à augmenter le montant de la taxe fédérale sur l'essence alloué à la ville pour l'infrastructure des transports en commun. Ces fonds serviront à améliorer les voies réservées prioritairement aux autobus et les voies aménagées pour leur permettre de devancer la circulation.

Projets d'amélioration des routes

La province a versé 45 M\$ en nouveaux fonds pour les routes, les ponts et les pistes cyclables de la ville. Ce montant fait partie d'un engagement provincial quinquennal de 125 M\$ destiné à l'infrastructure des transports de Winnipeg.

4(a) Aide financière à la Ville de Winnipeg

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| (1) Fonds de croissance du Manitoba | 96 847 | 0,00 | 91 982 | 4 865 | 1 |
| (2) Autre aide pour le fonctionnement | | | | | |
| Subvention inconditionnelle aux programmes | 34 888 | 0,00 | 19 888 | 15 000 | 2 |
| Subvention générale de soutien | 10 229 | 0,00 | 10 308 | (79) | |
| Développement communautaire urbain (jeux de hasard) | 15 700 | 0,00 | 14 560 | 1 140 | |
| Autre soutien conditionnel | 4 915 | 0,00 | 5 000 | (85) | |
| Moins : Rajustement reflétant le transfert de programmes de la Ville de Winnipeg | (23 650) | 0,00 | (23 650) | 0 | |
| Total partiel | 42 082 | 0,00 | 26 106 | 15 976 | |
| (3) Autre aide pour les immobilisations | 32 557 | 0,0 | 17 750 | 14 807 | 3 |
| (4) Allocation spéciale pour les transports en commun | 445 | 0,00 | 445 | 0 | |
| (5) Projets d'amélioration des routes | 45 000 | 0,00 | 20 000 | 25 000 | 4 |
| Total des dépenses | 216 931 | 0,00 | 156 283 | 60 648 | |

Notes explicatives

1 L'accroissement du montant est le fait d'une augmentation imprévue du revenu provincial et des recettes de la taxe sur le carburant distribuées à la Ville de Winnipeg aux termes du Fonds de croissance du Manitoba.

2 L'accroissement reflète l'accélération de la distribution des subventions inconditionnelles aux programmes pour aider la Ville à composer avec les pressions budgétaires.

3 Le Ministère a accordé un montant additionnel de 21,8 M\$ pour l'étape n° 1 du projet de couloir rapide de transport en commun du Sud-Ouest, dont 7 M\$ ont été versés aux termes de la mise en oeuvre de certaines ententes Canada-Manitoba.

4 L'accroissement reflète l'accélération de la distribution des subventions à l'amélioration des routes en 2009 à la Ville de Winnipeg pour des projets de routes et de ponts et la réparation des rues régionales au début de la période de construction de 2009.

Aide financière aux autres municipalités

Fonds de croissance du Manitoba

Grâce au Fonds de croissance du Manitoba, le programme unique de partage des recettes de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur le carburant établi par le Manitoba, les municipalités reçoivent une part des recettes fiscales croissantes de la province pour financer les routes, les installations de loisirs et bibliothèques, les transports en commun (y compris le transport des personnes handicapées), la sécurité publique et les autres infrastructures et services municipaux.

Les subventions versées aux municipalités en 2008-2009 par le Fonds de croissance du Manitoba comprennent ce qui suit :

Aide générale — Aide financière visant à répondre aux priorités des municipalités en matière d'infrastructures et de services.

Subvention de fonctionnement pour les transports en commun — Fonds versés aux municipalités pour le fonctionnement des services de transports en commun, y compris le transport des personnes handicapées. Il y a deux types de subventions :

- **Des subventions de fonctionnement inconditionnelles pour les transports en commun** aux villes de Brandon, Thompson et Flin Flon pour soutenir le fonctionnement de leur réseau de transports en commun. Le financement est offert par le biais du partenariat de financement moitié-moitié du fonctionnement des transports en commun de la Province qui a été enchâssé dans les lois provinciales.
- **Des subventions du Programme de transport pour les personnes ayant des problèmes de mobilité** pour soutenir le fonctionnement d'un service de transport adapté dans 66 collectivités manitobaines, afin de permettre aux personnes qui ont des problèmes de mobilité de vivre de façon plus autonome. Les municipalités peuvent recevoir les fonds de fonctionnement suivants de ce programme :
 - * Une subvention de démarrage ponctuelle de 6 000 \$ pour aider la municipalité responsable à établir un nouveau service de transport pour personnes handicapées.
 - * Une subvention de fonctionnement annuelle fondée sur 37,5 % des dépenses de fonctionnement admissibles brutes (maximum de 20 000 \$ pour les collectivités qui ont un véhicule et de 30 000 \$ pour celles qui ont plus d'un véhicule).

Subvention d'équipement pour les transports en commun — Fonds versés aux municipalités pour soutenir les investissements dans les services publics de transports en commun. Il y a deux types de subventions :

- **Une subvention d'équipement pour les transports en commun** de 128 000 \$ a été versée à la ville de Brandon en 2008-2009 pour financer le remplacement ou la remise en état d'autobus de transport en commun.
- **Le Programme de transport pour les personnes ayant des problèmes de mobilité** (en plus de verser des subventions de fonctionnement annuelles) verse aussi des subventions d'équipement ponctuelles égales à 50 % du coût d'achat net d'une fourgonnette adaptée, jusqu'à concurrence de 10 000 \$. En 2008-2009, une municipalité a reçu ce type de subvention.

Subvention pour les routes — Financement des immobilisations versé selon une formule de partage des coûts en vue d'aider les municipalités à construire ou réparer des routes municipales admissibles desservant des zones commerciales ou industrielles ou d'importantes zones récréatives dans la collectivité.

Fonds pour les services municipaux de loisirs et de bibliothèque — Fournit un financement provincial pluriannuel à l'appui des projets d'installations de loisirs et de bibliothèque dans les régions rurales et le Nord du Manitoba. Dans le cadre de la première étape du programme, on a alloué 7,5 M\$ et un montant additionnel de 9,0 M\$ sera alloué par le biais d'une prolongation de programme annoncée dans le budget de 2008.

Fonds pour les technologies viables des bibliothèques — Établit un fonds permanent qui vise l'amélioration des ressources en technologie dans tous les systèmes de bibliothèques publiques de la province.

Sécurité publique — Financement de fonctionnement pour l'embauche de deux nouveaux agents de police à Brandon et pour les services de lutte contre les incendies dans les régions rurales du Manitoba.

Renaissance Brandon — Offre un financement à Renaissance Brandon (réaménagement du centre-ville et développement économique communautaire) pour soutenir les projets de développement économique communautaire.

Autre aide pour le fonctionnement

Subventions générales de soutien

En 2008-2009, 19 municipalités du Manitoba ont reçu des subventions générales de soutien pour compenser le paiement de l'impôt provincial destiné à la santé et à l'éducation postsecondaire. Ces subventions sont accordées aux municipalités selon la masse salariale réelle de l'année précédente. Les municipalités ayant des coûts salariaux réels de moins de 2 M\$ ont reçu une subvention égale à 4,3 % de ces coûts défalqués d'une exemption salariale de 1 M\$. Les municipalités dont les coûts salariaux réels étaient de plus de 2 M\$ ont reçu une subvention égale à 2,15 % de ces coûts.

Développement communautaire rural (jeux de hasard)

La subvention de développement communautaire rural (jeux de hasard), qui est financée par un pourcentage de 10 % des recettes nettes des appareils de loterie vidéo (ALV) situés dans les collectivités rurales, fournit un soutien inconditionnel à toutes les municipalités (à l'exclusion de la ville de Winkler et du district d'administration locale de Mystery Lake) et à toutes les collectivités relevant des Affaires du Nord. En 2008-2009, les municipalités ont reçu un paiement de 19,97 \$ par habitant, plus une subvention de base de 5 000 \$ par municipalité. Le ministère des Affaires autochtones et du Nord reçoit un pourcentage des recettes des ALV destinées à être distribuées, qui est calculé d'après la population des collectivités relevant des Affaires du Nord en pourcentage de la population totale du Manitoba, sans compter les Premières nations et la ville de Winnipeg. Le paiement versé au ministère des Affaires autochtones et du Nord en 2008-2009 a été de 206 111 \$.

4(b) Aide financière aux autres municipalités

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|--|---|-------------|---|---|---------------|
| (1) Fonds de croissance du Manitoba | 53 149 | 0,00 | 50 135 | 3 014 | 1 |
| (2) Autre aide pour le fonctionnement | | | | | |
| Subvention générale de soutien | 1 569 | 0,00 | 1 552 | 17 | |
| Développement communautaire urbain (jeux de hasard) | 8 810 | 0,00 | 8 980 | (170) | |
| Total partiel | 10 379 | 0,00 | 10 532 | (153) | |
| (3) Allocation spéciale pour les transports en commun | 42 | 0,00 | 42 | 0 | |
| Total des dépenses | 63 570 | 0,00 | 60 709 | 2 861 | |

Note explicative

1 L'accroissement du montant est le fait d'une augmentation imprévue du revenu provincial et des recettes de la taxe sur le carburant distribuées à la Ville de Winnipeg aux termes du Fonds de croissance du Manitoba.

Subventions versées aux municipalités en remplacement d'impôt

Des subventions tenant lieu d'impôt sont versées aux municipalités pour les biens provinciaux situés dans les limites des administrations locales. Des subventions égales au montant des taxes scolaires et des taxes municipales sont versées sur tous les biens provinciaux sauf ceux qui sont exempts, par exemple les voies publiques, les voies navigables provinciales et les terres situées dans les parcs ou aires de loisirs provinciaux.

| | SUBVENTIONS VERSÉES | |
|---|----------------------------|----------------------------|
| | 2007-2008 (milliers de \$) | 2008-2009 (milliers de \$) |
| Municipalités rurales | 2 409 | 2502 |
| Villages | 31 | 37 |
| Petites villes | 1 187 | 1 224 |
| Districts d'administration locale | 12 | 12 |
| Villes (à l'exception de Winnipeg) | 3 109 | 3 119 |
| Ville de Winnipeg | 7 113 | 7 348 |
| Affaires du Nord | 154 | 148 |
| Remboursements pour l'agriculture | (21) | (22) |
| Municipalités et collectivités du Nord | 13 994 | 14 368 |

4(c) Subventions versées aux municipalités en remplacement d'impôt

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Subventions | 14 368 | 0,00 | 14 383 | (15) | |
| Montant recouvrable d'autres postes | (14 249) | 0,00 | (14 249) | 0 | |
| Total des dépenses | 119 | 0,00 | 134 | (15) | |

Montant recouvrable des Initiatives de développement économique urbain et rural

Ce programme prévoit la récupération partielle des dépenses de fonctionnement et d'équipement liées au Programme de transport pour les personnes ayant des problèmes de mobilité des Initiatives de développement économique rural. Il prévoit également la récupération des dépenses liées à l'aide financière versée à la Ville de Winnipeg auprès des Initiatives de développement urbain.

4(d) Montant recouvrable des Initiatives de développement économique urbain et rural

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Montant recouvrable | (4 309) | 0,00 | (4 414) | 105 | |
| Total des dépenses | (4 309) | 0,00 | (4 414) | 105 | |

Organisation des mesures d'urgence

Vue d'ensemble

Les objectifs de l'Organisation des mesures d'urgence du Manitoba (OMU) visent la prévention ou la minimisation des pertes de vie, des dommages matériels et des dommages causés à l'environnement par des événements naturels et créés par des humains. Pour atteindre ces objectifs, la direction et le personnel de l'OMU collaborent étroitement avec tous les paliers de gouvernement, le secteur privé, les organismes bénévoles et sans but lucratif, ainsi qu'avec le grand public pour promouvoir et coordonner tous les aspects des préparatifs d'urgence (préparation, intervention, rétablissement et atténuation).

L'autorité accordée à l'OMU pour jouer ses divers rôles et assumer ses responsabilités provient principalement des lois suivantes :

- *Loi sur les mesures d'urgence*
 - * L'OMU du Manitoba est responsable de la supervision et de la coordination de tous les aspects des préparatifs d'urgence dans la province, ainsi que de la gestion, de la direction et de la coordination de l'intervention de tous les ministères en cas de catastrophe ou d'urgence qui dépasse l'intervention initiale et la gestion de la situation sur les lieux de la catastrophe ou de l'urgence.
 - * La *Loi* établit également d'autres responsabilités de l'OMU en matière de rétablissement et d'administration du Programme d'aide financière en cas de catastrophe.
 - * L'OMU du Manitoba est également chargée de la coordination du programme de planification de la continuité des activités du gouvernement provincial.
- *Loi sur le canal de dérivation de la rivière Rouge*
 - * L'OMU du Manitoba est responsable de l'administration du programme d'indemnisation créé en vertu de la *Loi*.
- *Loi sur les centres téléphoniques de sécurité publique – service d'urgence 911*
 - * L'OMU du Manitoba est responsable de la surveillance technique et de la délivrance des permis aux installations des services de réponse téléphonique 911 de la province.

Organisation des mesures d'urgence

L'OMU du Manitoba s'est engagée à collaborer avec les représentants locaux élus, les fonctionnaires et les bénévoles pour les aider à planifier et à offrir des services d'urgence aux collectivités de la province. L'OMU collabore étroitement avec les ministères et organismes des gouvernements fédéral et provincial, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales, tels que la Croix-Rouge, l'Armée du Salut, le Mennonite Disaster Service et un certain nombre d'autres, afin de veiller à ce que nos collectivités bénéficient du soutien d'autres ressources disponibles en cas de catastrophe ou d'urgence majeure.

Principales activités en 2008-2009

Coordination lors d'urgences et rétablissement après un sinistre

- **Tornade à Elie et autres tornades (22 au 24 juin 2007)** — L'OMU a continué de travailler avec les particuliers et les collectivités touchés par les tornades qui ont frappé des zones du sud du Manitoba entre le 22 et le 24 juin 2007. Ces dernières se sont traduites par des dommages et des incidences uniques et étendus. L'OMU continue de traiter des questions de rétablissement et de restauration en collaborant avec Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales Manitoba, les particuliers et les collectivités.
- **Vents violents dans le sud du Manitoba (16 et 17 mai 2008)** — Les 16 et 17 mai 2008, des vents violents qui ont soulevé de grandes quantités de poussière dans diverses zones du sud du Manitoba se sont traduits par des dommages aux systèmes d'évacuation des eaux dans les municipalités rurales de Morris, MacDonald, Cartier, Dufferin, Montcalm et Grey. L'OMU a travaillé directement avec les collectivités à la suite des vents violents pour déterminer les dommages causés et les coûts de la restauration des systèmes d'évacuation des eaux. Le gouvernement a établi un programme d'aide financière en cas de catastrophe pour aider les collectivités à compenser des dommages estimatifs de 2,1 M\$. La plus grande partie du travail de restauration a été parachevée vers la fin de l'automne 2008 et l'OMU continue de travailler avec les municipalités à finaliser leurs demandes d'indemnisation aux termes du programme et à compléter leur rétablissement.
- **Pluies abondantes dans les zones d'Entre-les-Lacs et de Westlake (20 août au 2 septembre 2008)** — Entre le 20 août et le 2 septembre 2008, des pluies abondantes sont tombées dans les zones d'Entre-les-Lacs et de Westlake. Ces zones ont subi des dommages étendus en raison des pluies de très forte intensité, qui ont été suivies par un printemps et un été très humides. Le plus grande partie des dommages a visé le secteur agricole et a créé des problèmes de rétablissement très complexes. Les activités de rétablissement ont exigé les efforts coordonnés d'Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales Manitoba et de l'OMU. Ces efforts de coopération ont minimisé le chevauchement des activités et rehaussé les efforts de rétablissement et l'aide reçue de tous les partenaires provinciaux de l'OMU. Cette dernière continue d'offrir une aide financière en cas de catastrophe aux collectivités et aux exploitations agricoles touchées.

Pourparlers fédéraux-provinciaux-territoriaux en matière de politique

Les déclarations faites par le Conseil de la fédération en 2004 ont catalysé un renouveau de l'environnement de la politique de gestion des urgences, que les réunions subséquentes et les orientations provenant des réunions des ministres responsables de la gestion des urgences ont maintenu. L'OMU du Manitoba continue de participer activement à ces importantes discussions et a assumé un rôle de leadership dans la mise sur pied d'une capacité nationale d'alerte publique en cas d'urgence et dans la révision des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), qui établissent les lignes directrices relatives à l'admissibilité et au partage avec le gouvernement fédéral des frais des programmes d'aide financière en cas de catastrophe. Le gouvernement fédéral a maintenant finalisé les révisions aux AAFCC. Les nouveaux AAFCC sont le résultat de plus de cinq années de consultations entre les partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux et remplacent les anciens accords, vieux de vingt ans. L'OMU du Manitoba a commencé à mettre à jour la politique et les lignes directrices relatives aux programmes d'aide financière en cas de catastrophe afin qu'ils correspondent aux AAFCC révisés.

Alertes publiques

L'OMU du Manitoba collabore étroitement avec Environnement Canada à l'expansion du système Radiométéo du ministère fédéral. Financée en partie par le gouvernement du Manitoba et comptant sur l'aide et la générosité des sociétés Manitoba Hydro et MTS Allstream, l'expansion se poursuivra pendant une période de trois ans et permettra la transmission de renseignements sur les conditions météorologiques particulièrement mauvaises à environ 90 % de la population manitobaine.

Le gouvernement manitobain a offert des récepteurs du système Radiométéo aux collectivités, aux établissements de santé, aux garderies et aux écoles des zones desservies par le système Radiométéo afin qu'ils soient mieux en mesure de recevoir des avertissements de temps violent d'Environnement Canada en temps opportun pour se protéger de manière appropriée.

Planification municipale des mesures d'urgence

Selon les dispositions de la *Loi sur les mesures d'urgence* adoptées en 2001, les municipalités doivent avoir un plan d'urgence approuvé par l'OMU du Manitoba. En 2008-2009, toutes les municipalités avaient un plan d'urgence approuvé et l'OMU a travaillé avec elles pour les aider à satisfaire aux exigences continues en matière de maintien et de renouvellement des plans en parallèle avec l'évolution des pratiques exemplaires. Les discussions se poursuivent avec l'Association des municipalités du Manitoba en vue de favoriser une vision commune de l'évolution des pratiques exemplaires et des leçons apprises, ainsi que de leur intégration dans les plans d'urgence municipaux.

Planification de la continuité des activités

L'OMU du Manitoba dirige la mise en place d'un programme de planification de la continuité des activités (PCA) à l'échelle du gouvernement. Aux termes du PCA, chaque ministère est responsable de l'élaboration d'un plan de continuité ou de rétablissement des fonctions essentielles dans des délais prescrits et appropriés après un événement d'interruption de service. De tels événements peuvent varier d'une panne de matériel ou d'électricité, ou d'un incendie ou d'une inondation localisé, jusqu'à une urgence majeure ou même une catastrophe comme une pandémie.

Éducation, formation et exercices, ainsi que l'élaboration de plans de réponse à des scénarios précis, apporteront des améliorations à ce premier niveau de préparation. La mise au point initiale d'un programme de PCA à l'échelle du gouvernement a été terminée en 2007 et les efforts se tournent maintenant vers l'établissement de plans et de procédures de réponse à des éventualités précises afin d'assurer une réponse coordonnée à l'échelle du gouvernement.

Formation en gestion des urgences

L'OMU du Manitoba continue d'offrir une formation gratuite en gestion des urgences aux fonctionnaires municipaux et à d'autres responsables dans ce domaine. Une caractéristique unique de la formation offerte par l'OMU est le fait qu'elle est dispensée dans les collectivités elles-mêmes et qu'elle minimise ainsi la nécessité des déplacements sur de longues distances des représentants élus, des fonctionnaires et des bénévoles pour avoir accès à la formation nécessaire en gestion des urgences. En 2008-2009, quelque 850 personnes ont profité de cette approche populaire. On assure ainsi que les principaux dirigeants ont la formation nécessaire pour promouvoir tous les aspects des préparatifs d'urgence (préparation, intervention, rétablissement et atténuation) dans leurs collectivités respectives.

13-5 Organisation des mesures d'urgence

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 | | Dép. prévues 2008-2009 | | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---------------------------|--------------|---------------------------|--|---|---------------|
| | (milliers de \$) | ETP | (milliers de \$) | | | |
| Salaires | 1 619 | 25,00 | 1 778 | | (159) | |
| Autres dépenses | 673 | 0,00 | 622 | | 51 | |
| Total des dépenses | 2 292 | 25,00 | 2 400 | | (108) | |

Coûts liés aux immobilisations

Le poste budgétaire des coûts liés aux immobilisations prévoit des fonds pour l'amortissement des immobilisations du ministère des Affaires intergouvernementales.

13-6 Coûts liés aux immobilisations

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| Coûts liés aux immobilisations | 187 | 0,00 | 227 | (40) | |
| Total des dépenses | 187 | 0,00 | 227 | (40) | |

Information financière

État de rapprochement

Détails

Budget des dépenses de 2008-2009 (milliers de \$)

| | |
|--|---------|
| Budget des dépenses publié de 2008-2009 — Affaires intergouvernementales | 260 972 |
|--|---------|

Affectation de fonds provenant de

Mise en oeuvre de certaines ententes Canada-Manitoba

| | |
|---|-------|
| * Entente de partenariat de Winnipeg | 5 264 |
| * Initiatives en matière de transport en commun | 7 000 |
| * Programme ÉcoFiducie | 812 |
| * Rajustements visant les services internes | 42 |

Budget des dépenses de 2008-2009 (après rajustement)

274 090

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

SECTION 1 — AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

| DÉPENSES PRÉVUES 2008-2009 | AFFECTATIONS BUDGÉTAIRES | DÉPENSES RÉELLES 2008-2009 | DÉPENSES RÉELLES 2007-2008 | HAUSSE (BAISSE) | NOTE EXPLICATIVE |
|---|---|---|---|----------------------------|-----------------------------|
| 13-1 ADMINISTRATION ET FINANCES | | | | | |
| 45 | a) Traitement du ministre | 45 | 42 | 3 | |
| | b) Cabinet du ministre et bureau du sous-ministre | | | | |
| 577 | 1 - Salaires | 577 | 552 | 25 | |
| 80 | 2 - Autres dépenses | 85 | 76 | 9 | |
| | c) Bureau de Brandon | | | | |
| 192 | 1 - Salaires | 190 | 207 | (17) | |
| 64 | 2 - Autres dépenses | 56 | 57 | (1) | |
| | d) Gestion des ressources humaines | | | | |
| 169 | 1 - Salaires | 175 | 181 | (6) | |
| 51 | 2 - Autres dépenses | 47 | 35 | 12 | |
| | e) Services financiers et administratifs | | | | |
| 458 | 1 - Salaires | 424 | 403 | 21 | |
| 190 | 2 - Autres dépenses | 153 | 171 | (18) | |
| | f) Commission municipale | | | | |
| 871 | 1 - Salaires | 566 | 568 | (2) | |
| 238 | 2 - Autres dépenses | 219 | 226 | (7) | |
| | g) Régie des services publics | | | | |
| 700 | 1 - Salaires | 741 | 685 | 56 | |
| 630 | 2 - Autres dépenses | 503 | 579 | (76) | |
| 4 265 | TOTAL 13-1 | 3 781 | 3 782 | (1) | |

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
SOMMAIRE DES DÉPENSES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

| DÉPENSES PRÉVUES 2008-2009 | AFFECTATIONS BUDGÉTAIRES | DÉPENSES RÉELLES 2008-2009 | DÉPENSES RÉELLES 2007-2008 | HAUSSE (BAISSE) | NOTE EXPLICATIVE |
|---|--|----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|
| 13-2 AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES | | | | | |
| 181 | a) Haute direction | | | | |
| 44 | 1 - Salaires | 171 | 132 | 39 | |
| | 2 - Autres dépenses | 35 | 36 | (1) | |
| 869 | b) Services de planification provinciale | | | | |
| 750 | 1 - Salaires | 739 | 461 | 278 | 1 |
| (185) | 2 - Autres dépenses | 254 | 129 | 125 | 1 |
| | 3 - Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement urbain | (137) | (105) | (32) | |
| 3 162 | c) Services de planification communautaire | | | | |
| 1 091 | 1 - Salaires | 2 916 | 2 976 | (60) | |
| (605) | 2 - Autres dépenses | 994 | 999 | (5) | |
| | 3 - Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement économique rural | (497) | (516) | 19 | |
| 445 | d) Quartiers vivants! | | | | |
| 108 | 1 - Salaires et avantages sociaux | 415 | 286 | 129 | |
| 4 985 | 2 - Autres dépenses | 99 | 108 | (9) | |
| (2 127) | 3 - Aide aux quartiers | 4 365 | 4 059 | 306 | |
| | 4 - Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement urbain et rural | (2 127) | (1 912) | (215) | |

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
SOMMAIRE DES DÉPENSES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

| DÉPENSES PRÉVUES 2008-2009 | POSTE | DÉPENSES RÉELLES 2008-2009 | DÉPENSES RÉELLES 2007-2008 | HAUSSE (BAISSE) | NOTE EXPLICATIVE |
|---|--|---|---|----------------------------|-----------------------------|
| | e) Urbanisme | | | | |
| 664 | 1 - Salaires et avantages sociaux | 583 | 581 | 2 | |
| 115 | 2 - Autres dépenses | 80 | 110 | (30) | |
| (308) | 3 - Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement urbain | (300) | (270) | (30) | |
| | f) Entente de partenariat de Winnipeg | | | | |
| 405 | 1 - Salaires et avantages sociaux | 298 | 318 | (20) | |
| 47 | 2 - Autres dépenses | 29 | 45 | (16) | |
| 6 128 | 3 - Programmes de l'EPW | 4 428 | 3 510 | 918 | 2 |
| <u>27 975</u> | g) Initiatives de développement urbain | 27 955 | 23 994 | 3 961 | 3 |
| 43 744 | TOTAL 13-2 | 40 300 | 39 941 | 5 359 | |

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

| DÉPENSES PRÉVUES 2008-2009 | AFFECTATIONS BUDGÉTAIRES | DÉPENSES RÉELLES 2008-2009 | DÉPENSES RÉELLES 2007-2008 | HAUSSE (BAISSE) | NOTE EXPLICATIVE |
|--|--|----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|
| 13-3 SERVICES DE SOUTIEN PROVINCIAL-MUNICIPAL | | | | | |
| 181 | a) Haute direction | | | | |
| | 1 - Salaires | 175 | 170 | 5 | |
| 29 | 2 - Autres dépenses | 28 | 22 | 6 | |
| | b) Services d'évaluation | | | | |
| 7 625 | 1 - Salaires | 7 196 | 7 132 | 64 | |
| 1 823 | 2 - Autres dépenses | 1 737 | 1 577 | 160 | |
| (2 362) | 3 - Moins : Montant recouvrable d'Éducation, Formation professionnelle et Jeunesse Manitoba | (2 362) | (2 243) | (119) | |
| | c) Services consultatifs et financiers aux municipalités | | | | |
| 1 305 | 1 - Salaires | 1 190 | 1 208 | (18) | |
| 351 | 2 - Autres dépenses | 365 | 365 | 0 | |
| | d) Systèmes d'information | | | | |
| 1 034 | 1 - Salaires | 989 | 970 | 19 | |
| 1 215 | 2 - Autre dépenses | 1 080 | 1 009 | 71 | |
| (459) | 3 - Moins : Montant recouvrable d'Éducation, Citoyenneté et Jeunesse Manitoba | (459) | (447) | (12) | |
| 10 742 | TOTAL 13-3 | 9 939 | 9 763 | 176 | |

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

| DÉPENSES PRÉVUES 2008-2009 | POSTE | DÉPENSES RÉELLES 2008-2009 | DÉPENSES RÉELLES 2007-2008 | HAUSSE (BAISSE) | NOTE EXPLICATIVE |
|---|---|----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|
| 13-4 AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS | | | | | |
| 91 982 | a) Aide financière à la Ville de Winnipeg | | | | |
| | 1 - Fonds de croissance du Manitoba | 96 847 | 86 873 | 9 974 | 4 |
| | 2 - Autre aide pour le fonctionnement | | | | |
| 19 888 | i) Subvention inconditionnelle aux programmes | 34 888 | 19 888 | 15 000 | 5 |
| 10 308 | ii) Subvention générale de soutien | 10 229 | 9 895 | 334 | |
| 14 560 | iii) Développement communautaire urbain | 15 700 | 15 260 | 440 | |
| 5 000 | iv) Autre soutien conditionnel | 4 915 | 4 915 | 0 | |
| (23 650) | v) Moins : Rajustement reflétant le transfert de programmes de la Ville de Winnipeg | (23 650) | (23 650) | 0 | |
| 17 750 | 3 - Autre aide pour les immobilisations | 32 657 | 6 725 | 25 832 | 6 |
| 445 | 4 - Allocation spéciale pour les transports en commun | 445 | 445 | 0 | |
| 20 000 | 5 - Projets d'amélioration des routes | 45 000 | 29 000 | 16 000 | 7 |
| | b) Aide financière aux autres municipalités | | | | |
| 50 135 | 1 - Fonds de croissance du Manitoba | 53 149 | 45 931 | 7 218 | 8 |
| | 2 - Autre aide pour le fonctionnement | | | | |
| 1 552 | i) Subvention générale de soutien | 1 569 | 1 455 | 114 | |
| 8 980 | ii) Développement communautaire rural | 8 810 | 8 620 | 190 | |
| 42 | 3 - Allocation spéciale pour les transports en commun | 42 | 42 | 0 | |
| | c) Subventions versées aux municipalités en remplacement d'impôt | | | | |
| 14 383 | 1 - Subventions | 14 368 | 13 994 | 374 | |
| (14 249) | 2 - Moins : Montant recouvrable d'autres postes | (14 249) | (14 320) | 71 | |

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
SOMMAIRE DES DÉPENSES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

| DÉPENSES PRÉVUES 2008-2009 | POSTE | DÉPENSES RÉELLES 2008-2009 | DÉPENSES RÉELLES 2007-2008 | HAUSSE (BAISSE) | NOTE EXPLICATIVE |
|--|--|---|---|----------------------------|-----------------------------|
| (4 414) | d) Moins : Montant recouvrable des Initiatives de développement économique urbain et rural | (4 309) | (4 398) | 89 | |
| 212 172 | TOTAL 13-4 | 276 311 | 200 675 | 75 636 | |
| 13-5 ORGANISATION DES MESURES D'URGENCE | | | | | |
| 1 778 | Organisation des mesures d'urgence | | | | |
| | 1 – Salaires | 1 619 | 1 340 | 279 | |
| 622 | 2 – Autres dépenses | 673 | 658 | 15 | |
| 2 400 | TOTAL 13-5 | 2 292 | 1 998 | 294 | |
| 13-6 COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 227 | Coûts liés aux immobilisations | 187 | 186 | 1 | |
| 227 | TOTAL 13-6 | 187 | 186 | 1 | |
| 274 090 | TOTAL DES DÉPENSES DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES | 332 810 | 251 345 | 81 465 | |

Notes explicatives

- 1 *La hausse sur douze mois des dépenses est le fait du démarrage de l'initiative sur le changement climatique aux termes des programmes.*
- 2 *L'écart par rapport à l'exercice précédent est le fait de l'accroissement des activités de projets au cours de l'exercice en raison de la fin proche de l'Entente de partenariat de Winnipeg.*
- 3 *L'affectation est fondée sur l'accroissement des recettes des appareils de loterie vidéo à Winnipeg en 2008-2009.*
- 4 *L'écart par rapport à l'exercice précédent est le fait de l'accroissement du revenu provincial et des recettes de la taxe sur le carburant distribués à la Ville de Winnipeg aux termes du Fonds de croissance du Manitoba.*
- 5 *L'accroissement reflète l'accélération de la distribution de subventions de 15 M\$ pour aider la Ville à composer avec les pressions budgétaires.*
- 6 *L'écart par rapport à l'exercice précédent est principalement le fait d'un financement additionnel offert à la Ville de Winnipeg pour l'étape n° 1 du projet de couloir rapide de transport en commun du Sud-Ouest.*
- 7 *L'écart par rapport à l'exercice précédent est le fait de l'accélération de la distribution des subventions provinciales à l'amélioration des routes en 2009 à la Ville de Winnipeg pour des projets de routes et de ponts et la réparation des rues régionales au début de la période de construction de 2009.*
- 8 *L'écart par rapport à l'exercice précédent est le fait de l'accroissement du revenu provincial et des recettes de la taxe sur le carburant distribués à la Ville de Winnipeg aux termes du Fonds de croissance du Manitoba.*

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE DES RECETTES PAR SOURCE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

| Recettes réelles 2007-2008 | Recettes réelles 2008-2009 | Hausse (Baisse) | Source | Recettes réelles 2008-2009 | Recettes prévues 2008-2009 | Écart positif (négatif) | Note explicative |
|----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| | | | Programmes en cours – Recettes non fiscales | | | | |
| 635 | 706 | 71 | a) Droits | 706 | 575 | 131 | |
| 7 751 | 8 030 | 279 | b) Municipalités – Encaissement de frais partagés | 8 030 | 8 857 | (827) | |
| 36 | 72 | 36 | c) Divers | 72 | 52 | 20 | |
| 1 388 | 1 366 | (22) | d) Montant recouvré de la Régie des services publics | 1 366 | 1 382 | (16) | |
| | | | Gouvernement du Canada | | | | |
| 86 | 0 | (86) | a) Programme conjoint de planification d'urgence | 0 | 70 | (70) | 1 |
| 9 896 | 10 174 | 278 | TOTAL DES RECETTES | 10 174 | 10 936 | (762) | |

Note explicative

- 1 La baisse des recettes par rapport à l'exercice précédent et le fait que les recettes ont été moindres que prévu en 2008-2009 proviennent de la mise en oeuvre d'une formule de financement révisée par le gouvernement fédéral.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES EFFECTIFS DE CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR AFFECTATION BUDGÉTAIRE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

DÉPENSES RÉELLES ET RAJUSTÉES* (milliers de \$)

| | | 2004-2005 | | 2005-2006 | | 2006-2007 | | 2007-2008 | | 2008-2009 | |
|--------------|---|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | | ETP | \$ | ETP | \$ | ETP | \$ | ETP | \$ | ETP | \$ |
| 13-1 | ADMINISTRATION ET FINANCES ¹ | 41,33 | 3 596 | 40,33 | 3 572 | 40,33 | 3 587 | 40,33 | 3 782 | 40,33 | 3 781 |
| 13-2 | AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRES | 68,00 | 23 203 | 67,00 | 30 330 | 67,00 | 37 755 | 69,00 | 34 941 | 72,00 | 40 300 |
| 13-3 | SERVICES DE SOUTIEN PROVINCIAL-MUNICIPAL ^{1,2} | 153,10 | 9 341 | 151,10 | 9 382 | 151,10 | 9 532 | 151,10 | 9 763 | 151,10 | 9 939 |
| 13-4 | AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS | 0,00 | 141 852 | 0,00 | 155 110 | 0,00 | 172 168 | 0,00 | 200 675 | 0,00 | 276 311 |
| 13-5 | ORGANISATION DES MESURES D'URGENCE | 19,00 | 1 643 | 19,00 | 1 747 | 24,00 | 1 669 | 25,00 | 1 998 | 25,00 | 2 292 |
| 13-6 | COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS ¹ | 0,00 | 164 | 0,00 | 191 | 0,00 | 194 | 0,00 | 198 | 0,00 | 187 |
| Total | AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES | 281,43 | 179 799 | 277,43 | 200 332 | 282,43 | 224 905 | 285,43 | 251 345 | 288,43 | 332 810 |

Notes explicatives

- 1 Les données réelles des exercices 2004-2005 et 2005-2006 ont été rajustées pour refléter les réorganisations ministérielles effectuées en 2006-2007.
- 2 En 2005-2006, 6,0 postes ETP ont été transférés au ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie pour la conception et la mise en place de services intégrés de technologie de l'information et des communications pour le gouvernement. Les ETP de 2004-2005 ont été rajustés pour refléter le transfert.
- 3 En 2006-2007, la Division du commerce et des relations fédérales-provinciales a été transférée au ministère de la Compétitivité, de la Formation professionnelle et du Commerce. Les données des exercices antérieurs ont été rajustées pour refléter le transfert.
- 4 En 2006-2007, l'entente Infrastructures Canada-Manitoba a été transférée au ministère de l'Infrastructure et des Transports et l'Entente de partenariat économique a été transférée au ministère de la Compétitivité, de la Formation professionnelle et du Commerce. Les données des exercices antérieurs ont été rajustées pour refléter le transfert.

Autres affectations budgétaires

Dépenses d'urgence (27-1)

Source de financement pour les dépenses d'urgence imprévues liées à des catastrophes naturelles telles que feux de forêt, inondations et urgences environnementales.

Principales activités en 2008-2009

- Provisions pour les dépenses liées aux feux de forêt, inondations et autres catastrophes naturelles, y compris le coût des interventions contre les feux de forêt et autres urgences, l'aide aux sinistrés et d'autres affectations relatives aux urgences. Les dépenses d'urgence servent aussi à rembourser partiellement aux ministères les pertes de biens non assurés.
- L'estimation annuelle des dépenses a été établie d'après les moyennes historiques. Les dépenses réelles varient d'une année à l'autre en fonction des conditions météorologiques et de la fréquence des catastrophes.

27-1 Dépenses d'urgence

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|--|---|---------------|
| | | ETP | | | | |
| Autres dépenses | 42 431 | 0,00 | 25 000 | | 17 431 | 1 |
| Total des dépenses | 42 431 | 0,00 | 25 000 | | 17 431 | |

Note explicative

- 1 Le dépassement des montants prévus est principalement attribuable aux dépenses associées à la lutte contre les feux de forêt.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
SOMMAIRE DES DÉPENSES
 Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

DÉPENSES D'URGENCE

| DÉPENSES PRÉVUES 2008-2009 | AFFECTATIONS BUDGÉTAIRES | DÉPENSES RÉELLES 2008-2009 | DÉPENSES RÉELLES 2007-2008 | HAUSSE (BAISSE) | NOTE EXPLICATIVE |
|---|---------------------------------|---|---|----------------------------|-----------------------------|
| 27-1 DÉPENSES D'URGENCE | | | | | |
| 12 000 | Lutte contre les feux de forêt | 33 000 | 27 860 | 5 140 | 1 |
| 13 000 | Autres événements | 9 431 | 6 142 | 3 289 | 2 |
| 25 000 | TOTAL 27-1 | 42 431 | 34 002 | 8 429 | |

Notes explicatives

- 1 Les dépenses ont été plus élevées que durant l'exercice antérieur en raison d'un plus grand nombre de feux de forêt au Manitoba en 2008-2009.
- 2 Les dépenses ont été plus élevées que durant l'exercice antérieur en raison de dépenses supérieures à la normale pour les inondations et phénomènes météorologiques.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
SOMMAIRE DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009 avec chiffres comparatifs de l'exercice précédent

DÉPENSES D'URGENCE

| Dépenses réelles 2007-2008 | Dépenses réelles 2008-2009 | Hausse (Baisse) | Source | Dépenses réelles 2008-2009 | Dépenses prévues 2008-2009 | Écart positif (négatif) | Note explicative |
|----------------------------------|----------------------------------|--------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| AUTRES RECETTES | | | | | | | |
| 0 | 0 | 0 | Divers | 0 | 25 | (25) | 1 |
| 7 142 | 2 022 | (5 120) | Gouvernement du Canada Dépenses d'urgence | 2 022 | 5 000 | (2 978) | 2 |
| 7 142 | 2 022 | (5 120) | | 2 022 | 5 025 | (3 003) | |

Notes explicatives

1 Il n'y a pas eu de recettes de sources diverses en 2007-2008, ni en 2008-2009.

2 La baisse par rapport à l'exercice précédent est attribuable aux comptes débiteurs de 2006-2007 associés aux inondations du printemps 2006. Les recettes de 2008-2009 ont été inférieures aux prévisions en raison du nombre plus faible que prévu de demandes d'indemnisation pour des urgences, car le plus grand nombre des inondations du printemps 2009 a eu lieu après la fin de l'exercice.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
DONNÉES HISTORIQUES SUR CINQ ANS
DÉPENSES D'URGENCE 27-1

SOMMAIRE DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR PROGRAMME
Pour la période de cinq ans qui s'est terminée le 31 mars 2009

DÉPENSES RÉELLES ET RAJUSTÉES* (en milliers de \$)

| | 2004-2005 | | 2005-2006 | | 2006-2007 | | 2007-2008 | | 2008-2009 | |
|--------------------|-----------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|
| | ETP | \$ | ETP | \$ | ETP | \$ | ETP | \$ | ETP | \$ |
| Aide aux sinistrés | | 14 960 | | 50 083 | | 21 876 | | 4 740 | | 6 118 |
| Feux de forêt | | 15 084 | | 17 058 | | 32 420 | | 27 860 | | 33 000 |
| Divers | | 0 | | 0 | | 0 | | 1 402 | | 3 313 |
| TOTAL | | 30 044 | | 67 141 | | 54 296 | | 34 002 | | 42 431 |

Partie B — Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont prévues dans le budget des dépenses aux termes de la partie B. Pour l'exercice clos le 31 mars 2009, le Ministère a reçu l'autorité de procéder à des dépenses en immobilisations en vertu de la mise en oeuvre de certaines ententes Canada-Manitoba n° 26.5 pour la personnalisation et l'installation d'un logiciel commercial de gestion des incidents lié à l'amélioration de la connaissance de la situation et de la coordination des interventions d'urgence.

Partie B — Dépenses en immobilisations

| Dépenses par affectation budgétaire secondaire | Dép. réelles 2008-2009 (milliers de \$) | ETP | Dép. prévues 2008-2009 (milliers de \$) | Écart pos./ (nég.) (milliers de \$) | Note expl. |
|---|---|-------------|---|---|---------------|
| B.13 Système de gestion des urgences | 280 | 0,00 | 280 | 0 | |
| TOTAL | 280 | 0,00 | 280 | 0 | |

ANNEXES

Annexe A — Évaluation à la valeur marchande – Totaux provinciaux

À la fin de l'année civile, la Direction de l'évaluation remet les rôles d'évaluation définitifs à toutes les municipalités à l'exception de la Ville de Winnipeg. La valeur marchande cumulée de l'ensemble des évaluations au Manitoba, telle qu'elle figure dans ces rôles, est indiquée dans le tableau ci-dessous.

| Genre de rôle - Exercice | Régions rurales | Villages | Petites villes | Villes | D.A.L. | Affaires autochtones et du Nord | Total |
|--------------------------|-----------------|-------------|----------------|---------------|------------|---------------------------------|----------------|
| Commerces | | | | | | | |
| 2009 | 28 445 450 | 30 700 | 16 432 700 | 55 994 440 | 740 300 | 1 512 600 | 113 156 190 |
| 2008 | 40 409 510 | 55 800 | 17 182 890 | 56 549 940 | 677 000 | 1 532 600 | 116 407 740 |
| Différence | (1 964 060) | (25 100) | (750 190) | (555 500) | 63 300 | (20 000) | (3 251 550) |
| Biens pers. | | | | | | | |
| 2009 | 198 873 000 | 1 851 100 | 26 832 000 | 37 976 500 | 0 | 173 300 | 265 705 900 |
| 2008 | 184 207 600 | 1 844 900 | 26 288 700 | 37 800 300 | 0 | 173 300 | 250 314 800 |
| Différence | 14 665 400 | 6 200 | 543 300 | 176 200 | 0 | 0 | 15 391 100 |
| Biens réels (T) | | | | | | | |
| 2009 | 22 099 569 800 | 283 305 180 | 3 027 924 500 | 5 031 096 500 | 74 831 300 | 103 325 200 | 30 620 052 480 |
| 2008 | 21 824 436 400 | 278 952 880 | 2 934 727 100 | 4 903 602 500 | 72 451 100 | 101 475 200 | 30 115 545 200 |
| Différence | 275 133 400 | 4 352 300 | 93 197 400 | 127 493 900 | 2 380 200 | 1 850 000 | 504 407 200 |
| Biens réels (G) | | | | | | | |
| 2009 | 783 782 600 | 12 859 100 | 171 968 800 | 268 413 900 | 3 665 100 | 59 154 600 | 1 299 844 100 |
| 2008 | 780 579 000 | 12 822 700 | 171 497 800 | 260 237 700 | 3 665 100 | 59 360 100 | 1 288 162 400 |
| Différence | 3 203 600 | 36 400 | 471 000 | 8 176 200 | 0 | (205 500) | 11 681 700 |
| Biens réels (S) | | | | | | | |
| 2009 | 92 628 100 | 14 939 900 | 159 778 000 | 178 729 000 | 380 300 | 493 200 | 446 948 500 |
| 2008 | 92 703 800 | 14 995 600 | 158 510 800 | 177 265 000 | 380 300 | 493 200 | 444 348 700 |
| Différence | (75 700) | (55 700) | 1 267 200 | 1 464 000 | 0 | 0 | 2 599 800 |
| Biens réels (E) | | | | | | | |
| 2009 | 1 173 402 700 | 71 133 800 | 1 087 703 800 | 720 217 100 | 19 058 200 | 45 641 400 | 3 117 157 000 |
| 2008 | 1 141 074 100 | 70 507 700 | 1 077 808 100 | 701 409 600 | 18 888 000 | 45 227 200 | 3 054 914 700 |
| Différence | 32 328 600 | 626 100 | 9 895 700 | 18 807 500 | 170 200 | 414 200 | 62 242 300 |
| Total | | | | | | | |
| 2009 | 24 386 701 650 | 384 119 780 | 4 490 639 800 | 6 292 427 440 | 98 675 200 | 210 300 300 | 35 862 864 170 |
| 2008 | 24 063 410 410 | 379 179 580 | 4 386 015 390 | 6 136 865 140 | 96 061 500 | 208 261 600 | 35 269 793 620 |
| Différence | 323 291 240 | 4 940 200 | 104 624 410 | 155 562 300 | 2 613 700 | 2 038 700 | 593 070 550 |

Notes

T — Biens imposables

G — Biens exemptés (versent une subvention tenant lieu d'impôt).

S — Biens imposables exemptés des taxes scolaires.

E — Biens exemptés

Annexe B – Évaluation scolaire totale (valeur fractionnée)

Conformément aux dispositions de la *Loi sur l'évaluation municipale*, l'évaluation scolaire totale de 2009 a été communiquée au ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse au plus tard le 1^{er} décembre 2008. C'est sur ce chiffre que s'est fondé le calcul des taxes scolaires. L'évaluation scolaire totale correspond à l'évaluation municipale totale, plus la valeur fractionnée des biens personnels moins la valeur des biens réels exemptés des taxes scolaires. L'évaluation scolaire totale est l'assiette fiscale sur laquelle se fonde le gouvernement provincial afin d'obtenir les recettes nécessaires pour soutenir le programme d'éducation au Manitoba et est un facteur déterminant dans la distribution des fonds aux divisions scolaires.

| Division scolaire | Évaluation scolaire |
|---------------------------------|-----------------------|
| Beautiful Plains | 298 906 150 |
| Borderland | 384 839 780 |
| Brandon | 1 369 665 060 |
| Evergreen | 463 443 320 |
| Flin Flon | 81 869 850 |
| Fort la Bosse | 327 372 470 |
| Frontier | 127 521 130 |
| Garden Valley | 474 407 540 |
| Hanover | 882 140 680 |
| Entre-les-Lacs | 552 914 750 |
| Kelsey | 152 147 970 |
| Lakeshore | 161 019 470 |
| Lord Selkirk | 884 417 530 |
| Louis-Riel | 2 906 375 940 |
| Mountain View | 460 726 720 |
| Mystery Lake | 214 343 100 |
| Hors des limites des divisions* | 80 628 700 |
| Park West | 360 983 130 |
| Pembina Trails | 2 883 861 280 |
| Pine Creek | 195 948 340 |
| Portage la Prairie | 587 681 090 |
| Prairie Rose | 503 264 470 |
| Prairie Spirit | 483 135 620 |
| Red River Valley | 486 142 890 |
| River East Transcona | 2 545 080 750 |
| Rolling River | 368 642 120 |
| Rivière-Seine | 634 894 510 |
| Seven Oaks | 1 246 744 630 |
| Southwest Horizon | 386 557 740 |
| St. James Assiniboia | 1 889 921 340 |
| Sunrise | 1 033 863 040 |
| Swan Valley | 239 911 690 |
| Turtle Mountain | 224 084 470 |
| Turtle River | 109 000 480 |
| Western | 238 695 450 |
| Winnipeg | 4 663 382 120 |
| GRAND TOTAL | 28 904 535 320 |

* Assujettis à la taxe d'aide à l'éducation et non à la taxe spéciale.

Annexe C – Comités et sociétés de la Couronne

Leaf Rapids Town Properties Ltd.

La société Leaf Rapids Town Properties Ltd. (autrefois Leaf Rapids Development Corporation) a été fondée en 1971 par une entente sans précédent entre la province et Sherrit-Gordon Mines. En vertu de cette entente, tous les biens de surface imposables de la société minière ont été inscrits au rôle d'imposition à des fins fiscales, confirmant la présence sociale de Sherrit-Gordon dans la collectivité. Par l'entremise de Leaf Rapids Town Properties Ltd., le gouvernement provincial a aménagé les biens situés dans la ville et gère maintenant le Town Centre et d'autres établissements. La société recouvre ses coûts par la location de propriétés.

La société a un conseil d'administration formé de six personnes choisies et élues en fonction de leurs responsabilités de hauts fonctionnaires de la province du Manitoba. Le ministre des Finances en est l'unique actionnaire. La société rend compte de ses activités au gouvernement par l'intermédiaire du ministre des Affaires intergouvernementales. Linda McFadyen, sous-ministre des Affaires intergouvernementales, est la présidente du conseil d'administration et de la société. Les administrateurs actuels, au 31 mars 2009, sont Linda McFadyen, Paul Rochon (Infrastructure et Transports), Gary Ostry (Sciences, Technologie, Énergie et Mines), Scott Wiebe (Finances), Dori Gingera-Beauchemin (Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales) et Jeff Gordon (Affaires autochtones et du Nord).

Un représentant de la ville de Leaf Rapids participe aux réunions du conseil d'administration à titre consultatif. La gestion quotidienne du Town Centre et des autres propriétés est assurée par le don de temps de fonctionnaires. En 2008-2009, le personnel de soutien de la société a été fourni par le ministère de l'Infrastructure et des Transports. Le directeur général, qui est le sous-ministre adjoint de la Division des services des installations du ministère de l'Infrastructure et des Transports, rend compte des affaires qui ont trait à la société à la présidente.

Annexe D – Activités et réalisations en matière de développement durable

La présente section résume le progrès de l'intégration des principes et des directives de développement durable dans les programmes et activités du ministère des Affaires intergouvernementales. Ce sommaire est structuré selon les principes et les directives de développement durable définis dans les annexes A et B de la *Loi sur le développement durable*.

Intégration des décisions environnementales et économiques

- Le personnel de la Direction des services administratifs assure la mise en œuvre des principes et politiques de développement durable à l'échelle du gouvernement en siégeant à plusieurs comités gouvernementaux qui s'occupent de développement durable.
- La Division de l'aménagement et du développement communautaires travaille en partenariat avec les autorités locales responsables de l'aménagement, les autres ministères, le secteur privé et les parties intéressées pour veiller à ce que les Manitobains vivent dans des collectivités et des régions bien aménagées, respectueuses de l'environnement et économiquement viables. La Division est responsable d'établir et d'administrer des politiques, des lois et des règlements provinciaux intégrés sur l'aménagement du territoire, et de fournir aux administrations locales, aux districts d'aménagement, aux collectivités du Nord et au public des services d'aménagement professionnels, en région, qui sont conformes aux intérêts provinciaux en matière d'aménagement du territoire.
- L'entente Canada-Manitoba sur le transfert des recettes de la taxe fédérale sur l'essence (2005-2015) apporte un financement aux projets d'infrastructures municipales écologiquement durables. L'entente stipule que les municipalités doivent rendre compte des dépenses faites et des résultats obtenus, pour confirmer que les objectifs de durabilité environnementale sont atteints. Les municipalités doivent également dresser des plans intégrés de viabilité communautaire pour aider à garantir la viabilité environnementale, culturelle, sociale et économique à long terme de la collectivité.
- Par l'intermédiaire de la Fiducie fédérale d'investissement pour les transports en commun de 2008, le gouvernement provincial soutient également l'exploitation de systèmes municipaux publics de transport en commun abordables et accessibles partout au Manitoba. Ce soutien comprend de nouveaux fonds pour le développement du système de transport en commun rapide de Winnipeg et pour le traitement des priorités dans d'autres collectivités en matière de transport en commun. Le financement des transports en commun publics sert à augmenter le nombre d'utilisateurs des réseaux et contribue aux objectifs environnementaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air.
- La Régie des services publics veille non seulement à ses responsabilités en vertu de la *Loi sur le développement durable*, mais aussi à celles des sociétés de la Couronne réglementées qui sont de son ressort. Plus particulièrement, elle a demandé à la Société d'assurance publique du Manitoba ainsi qu'à Manitoba Hydro et à sa filiale Centra Gas de tenir compte des considérations environnementales dans leurs demandes d'approbation de tarifs. Dans une décision rendue en 2006, la Régie a stipulé que les futures demandes de tarifs d'hydroélectricité doivent inclure des renseignements sur les coûts sociaux et environnementaux externes. Cette décision comprenait également une allusion au fait que les tarifs décroissants par blocs (tarif unitaire réduit pour usage plus élevé) devraient être éliminés et que la mise en œuvre de tarifs progressifs (tarif unitaire croissant pour usage plus élevé) devrait être envisagée pour l'avenir. Cette dernière indication figure maintenant couramment dans toutes les décisions de la Régie sur les tarifs d'eau des municipalités. Cette approche vise à encourager la conservation. De plus, la Régie encourage les programmes de gestion de la demande et, par le biais de l'approbation des tarifs, a financé un programme de remplacement des générateurs d'air chaud à gaz à faible rendement énergétique pour personnes à faible revenu avec des modèles à rendement élevé, qui consomment moins de combustibles fossiles tout en produisant des émissions considérablement réduites de gaz à effet de serre.

Supervision de la gestion de l'environnement

- Les Services consultatifs et financiers aux municipalités accordent une aide financière à toutes les municipalités pour améliorer la viabilité des collectivités, soutenir la prestation de services municipaux abordables et de qualité et contribuer à la gestion des ressources communautaires et de l'environnement. Ils apportent notamment un soutien aux infrastructures et aux services « verts » de la ville de Winnipeg, tels que les transports en commun et le remplacement d'autobus, le développement d'un système de transport en commun rapide, les installations de traitement des eaux usées et la lutte contre la maladie hollandaise de l'orme. Ils fournissent également une aide pour le fonctionnement et l'équipement des services publics de transport en commun dans toute la province, y compris le transport des personnes ayant des problèmes de mobilité.
- Le Fonds de croissance du Manitoba a élargi la formule unique de partage des recettes de l'impôt sur le revenu établi par le Manitoba de manière à inclure le partage des recettes de la taxe sur le carburant pour financer les routes, les transports en commun publics (y compris le transport des personnes handicapées) et d'autres infrastructures et services municipaux. Le Fonds a versé à toutes les municipalités un soutien financier accru en 2008 en raison d'une proportion croissante de recettes fiscales provinciales. Des dispositions de reddition de comptes garantissent que ces augmentations sont affectées aux priorités municipales.
- Le gouvernement provincial a un cadre à long terme de financement des immobilisations dans la ville de Winnipeg, le fonds d'infrastructure Manitoba-Winnipeg, qui prévoit l'engagement de 70,0 M\$ sur six ans, avec partage des coûts, pour répondre aux priorités conjointes de financement des infrastructures.
- Les municipalités recevront un total de 167,3 M\$ en recettes de la taxe fédérale sur l'essence grâce à l'Entente Canada-Manitoba sur le transfert de recettes de la taxe fédérale sur l'essence (2005-2015). Les Services consultatifs et financiers aux municipalités administrent ces fonds pour le compte du Canada, ce qui comprend leur distribution aux municipalités et la présentation de rapports au Canada sur les dépenses et les résultats obtenus.
- La Division de l'aménagement et du développement communautaires offre des subventions pour encourager les municipalités et les districts d'aménagement à se doter d'un premier programme local d'aménagement du territoire ou à revoir et actualiser leur plan directeur et leur règlement de zonage.
- L'Équipe verte en milieu urbain donne aux jeunes Manitobains des possibilités d'emplois ou de débouchés professionnels dans leur localité tout en aidant les collectivités à préserver et améliorer leur environnement local.
- La Régie des services publics, dans ses ordonnances sur les tarifs, encourage activement les services municipaux d'eaux et d'égouts à inclure dans leurs tarifs un montant destiné à la constitution d'une réserve qui leur permettra de respecter les futures normes de conservation et de qualité de l'eau, de même que les normes attendues d'élimination des effluents. La Régie est consciente de l'effet que le traitement des eaux usées peut avoir sur la santé des lacs de la province et rappelle aux services publics municipaux leur responsabilité de se soucier de ce problème.

Responsabilité partagée et compréhension

- En mettant en œuvre le plan d'équité en matière d'emploi du Ministère, les Services des ressources humaines veillent à ce que les politiques considèrent et reflètent les besoins et points de vue des divers groupes ethniques du Manitoba.
- Un comité consultatif local formé de représentants de l'Association des municipalités du Manitoba et de

l'Association des conseils communautaires du Nord étudie et recommande l'allocation de fonds du Programme Infrastructures Canada Manitoba (PICM) aux projets envisagés dans les régions rurales et dans le Nord.

- La Direction du développement urbain continue de travailler en partenariat avec les sociétés de revitalisation des quartiers dans les quartiers ciblés par l'initiative Quartiers vivants! Ces sociétés se concentrent sur les enjeux relevés dans leur quartier et font des propositions qui répondent le mieux aux besoins du quartier. Le personnel de la Direction travaille à renforcer la capacité des sociétés et à soutenir les projets entrepris dans les quartiers visés. Les deux parties partagent la responsabilité de l'établissement d'un processus communautaire de revitalisation urbaine.
- Les Services consultatifs et financiers aux municipalités travaillent en partenariat avec des intervenants municipaux à des projets précis destinés à renforcer les capacités des représentants élus et des fonctionnaires municipaux. Ils ont notamment préparé des publications (p. ex., ouvrage de référence pour les nouveaux représentants élus, guide pour le recrutement et la rétention d'un directeur général, guide pour les candidats aux élections municipales, guide pour les fonctionnaires électoraux) et fait des exposés sur un vaste éventail de sujets liés à l'administration municipale, la gouvernance et les finances, ainsi que sur les moyens que peuvent utiliser les conseils municipaux pour favoriser l'engagement des citoyens. Ils ont aussi tenu des séances de formation sur des sujets précis (p. ex., élections municipales).
- Les Services consultatifs et financiers aux municipalités soutiennent également la mise en œuvre des recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) relativement à la comptabilité municipale et la production de rapports financiers, qui est visée pour l'exercice municipal 2009. Ils se sont associés à l'Association des municipalités du Manitoba (AMM) pour embaucher un consultant chargé de préparer un plan de mise en œuvre détaillé et ont embauché un gestionnaire de projet qui travaillera avec les parties concernées pour que les échéances et les résultats attendus du projet soient respectés.
- La Division de l'aménagement et du développement communautaires coordonne l'examen interministériel de toutes les propositions qui visent l'aménagement local, y compris les plans directeurs, les règlements de zonage et les demandes de lotissement.
- La Division de l'aménagement et du développement communautaires fournit des services d'aménagement aux autres ministères provinciaux ainsi qu'aux autres divisions du Ministère. Elle consulte également les associations d'administrations locales, le public, l'industrie et les autres ministères provinciaux et fédéraux et travaille couramment et régulièrement avec eux dans le cadre de ses activités.
- La Division de l'aménagement et du développement communautaires dirige un examen interministériel et public du *Règlement sur les politiques provinciales d'occupation des sols* pris en application de la *Loi sur l'aménagement du territoire* en vue d'améliorer et de moderniser les politiques provinciales d'occupation des sols.

Prévention

- Une grande partie de l'activité de l'Organisation des mesures d'urgence (OMU) du Manitoba consiste à renforcer la capacité de protection civile au palier des municipalités, qui ont la responsabilité primaire de gestion des urgences et des catastrophes. Cette tâche comprend l'offre d'une aide technique pour la préparation de plans d'urgence qui répondent aux exigences de la *Loi sur les mesures d'urgence* de même qu'une formation gratuite en gestion des urgences. Veiller aux préparatifs d'urgence non seulement renforce la capacité des collectivités de faire face à des catastrophes et de s'en remettre, mais réduit aussi les pertes et accélère la reprise des activités quand une catastrophe se produit.

- L'OMU a investi dans la gestion des urgences en acquérant des ressources techniques et spécialisées qui aideront les municipalités dans les cas qui pourraient dépasser leurs capacités. Les importantes ressources acquises à cet égard sont un élément précieux de la capacité de protection civile de la province. Ces investissements protègent les Manitobains contre les pertes sociales et économiques catastrophiques, qui ont des incidences directes sur la viabilité des collectivités.

Récupération et remise en état

- La Direction du développement urbain soutient les projets d'amélioration des quartiers et d'aménagement d'espaces verts par l'intermédiaire de l'initiative Quartiers vivants! Les projets financés par cette initiative en 2008-2009, tels que le projet de jardins communautaires à Brandon, le projet de parc de planche à roulettes à Dauphin et le projet d'aménagement du terrain de jeu du Phantom Lake Soccer Club à Flin Flon, aident à appuyer les efforts déployés par la communauté pour aménager des espaces verts, qui favorisent les loisirs communautaires et l'interaction sociale.
- Dans le cadre de la priorité stratégique des collectivités durables, l'initiative Quartiers vivants! aide à revitaliser les collectivités urbaines en soutenant les initiatives communautaires qui contribuent au renouveau du centre-ville et des quartiers centraux défavorisés, renforcent les capacités de la collectivité, accroissent les connaissances et les aptitudes et favorisent le développement urbain durable.
- De concert avec la ville de Winnipeg, la Direction du développement urbain, appuie les projets choisis par les collectivités par l'entremise de l'initiative Renforcement des collectivités, y compris la création de nouveaux espaces verts et lieux de loisirs communautaires.

Participation du public

- Le Programme de renforcement des collectivités de la Direction du développement urbain est une initiative de renouveau urbain à coûts partagés avec la ville de Winnipeg. La consultation et la participation des résidents sont des éléments fondamentaux de cette initiative. Dans chaque quartier, un comité consultatif formé de résidents locaux et d'intervenants de premier plan participe à la détermination des priorités en matière d'immobilisations et à l'élaboration d'un plan stratégique axé sur leur réalisation.
- Dans chaque collectivité visée par Quartiers vivants!, des sociétés de revitalisation des quartiers ou des comités consultatifs formés de résidents locaux et d'intervenants clés participent à la détermination des priorités et à l'élaboration de plans stratégiques quinquennaux. Ils offrent également des conseils pour les initiatives et propositions communautaires qui sont présentées en vue d'obtenir du financement.
- L'Entente tripartite de partenariat de Winnipeg (EPW), qui a été élaborée en consultation avec des citoyens de Winnipeg, reconnaît l'importance de l'opinion et de la participation du public dans la conception et la prestation des programmes. Deux des volets de l'EPW, soit les programmes Participation des Autochtones et Mise en place de collectivités durables, ont chacun un comité consultatif formé de particuliers engagés ainsi que de représentants d'organisations communautaires et des secteurs des finances, des affaires, de l'éducation et de l'enseignement supérieur, qui donne des conseils aux trois paliers de gouvernement sur la marche à suivre et les projets.

Accès à l'information

- Le Ministère offre un accès à l'information par différentes voies, y compris un site Web, des communiqués de presse et un rapport annuel. Le site Web donne des renseignements sur les programmes du Ministère.
- En administrant la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* pour le compte du Ministère, la Direction des services administratifs permet à tous les Manitobains d'avoir un accès égal et rapide à l'information ministérielle.

- La compréhension par le public de l'information sur l'évaluation s'est considérablement améliorée grâce à la révision des registres des biens qui peuvent être consultés dans les bureaux des Services d'évaluation. Ces registres indiquent les caractéristiques des biens-fonds et des bâtiments dont on se sert pour l'évaluation foncière. Ils fournissent des détails sur la valeur des biens et d'autres données pertinentes comme les antécédents en matière d'inspection. Les renseignements indiqués dans les rapports sont maintenant mieux adaptés aux besoins des différents utilisateurs. On a adopté un langage clair et diminué le nombre d'abréviations et d'acronymes. L'amélioration de la compréhension des renseignements inscrits sur les registres et le processus d'évaluation favorise une prise de décision axée sur le développement durable.
- Le document intitulé *2007 – Information statistique – Municipalités de la province du Manitoba* est une publication annuelle qui présente des statistiques pertinentes et utiles et l'information dont les fonctionnaires municipaux et d'autres personnes ont besoin pour comprendre et analyser la situation financière de chacune des municipalités du Manitoba. Cette publication est un ouvrage de référence pour les municipalités et leur permet d'étudier l'efficacité de leurs services. L'édition de 2007 fournit de l'information sur le budget des dépenses des municipalités et sur l'impôt foncier municipal pour des raisons de pertinence et pour faciliter les comparaisons entre municipalités semblables.
- La Division de l'aménagement et du développement communautaires tient un site Web sur la région de la capitale pour faciliter l'accès du public à l'information et aux recherches connexes.
- La Commission municipale tient un site Web qui vise à sensibiliser le public au processus d'appel relatif à l'évaluation et à fournir des conseils aux demandeurs sur la façon de préparer et d'interjeter leur appel devant la Commission.

Planification et prise de décision intégrées

- La Direction du développement urbain assure la négociation et la mise en œuvre de l'Entente de partenariat de Winnipeg (EPW) pour le compte du gouvernement provincial. Signée en mai 2004, cette entente tripartite quinquennale a été établie par un processus de collaboration entre les trois paliers de gouvernement et elle prévoit un mécanisme qui permet une prise de décision et une planification coordonnées et intégrées pour le développement urbain de Winnipeg.
- Par l'intermédiaire du groupe de travail Quartiers vivants!, la Direction du développement urbain consulte des collègues d'autres ministères relativement aux initiatives et propositions qui pourraient avoir des effets sur plus d'un ministère. Un comité directeur de cinq ministres prend des décisions sur tous les projets et établit l'orientation globale de Quartiers vivants! et de ses programmes.
- L'initiative de renforcement des collectivités de la Direction du développement urbain dispose d'un mécanisme de prise de décision et de mise en œuvre conjoint Manitoba-Winnipeg, tant au niveau des représentants élus que des fonctionnaires, qui appuie une démarche coopérative et intégrée.

Réduction des déchets et substitution

- Par sa participation au Conseil de l'approvisionnement pangouvernemental, la Direction des services administratifs aide à formuler des pratiques d'approvisionnement durable en vue de leur application à l'échelle du gouvernement. Elle coordonne également la mise en œuvre de ces pratiques au sein du ministère des Affaires intergouvernementales.
- Toutes les directions et tous les bureaux régionaux utilisent davantage les moyens électroniques, comme le courriel, pour diffuser les documents promotionnels et les documents relatifs aux programmes, afin de réduire l'usage du papier.

Recherche et innovation

- Les Services consultatifs et financiers aux municipalités continuent d'offrir une aide stratégique, technique et autre aux municipalités pour une vaste gamme d'initiatives de durabilité proposées localement, telles que le partage de services, le partage des impôts et des recettes, et les restructurations d'initiative municipale. La Direction continue également d'améliorer la publication *Information statistique – Municipalités de la province du Manitoba*, qui contient les principales statistiques générales et financières sur les 198 municipalités du Manitoba.
- La Direction du développement urbain assure la mise en œuvre de l'Entente de partenariat de Winnipeg (EPW) pour le compte du gouvernement provincial. Un des quatre principaux programmes de l'EPW se concentre particulièrement sur la technologie et l'innovation.
- La Régie des services publics a chargé la Société d'assurance publique du Manitoba de faire des recherches sur les concepts d'assurance fondés sur les principes environnementaux, un des principaux objectifs étant la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Société doit faire des recherches et présenter un rapport sur un concept appelé « pay-as-you-drive » qui, comme son nom l'indique, lie les primes d'assurance, dans une certaine mesure, à la distance parcourue. En effet, plus la distance parcourue est faible, moins on émet des gaz à effet de serre et moins on consomme des combustibles fossiles.
- Le Programme d'aide à l'aménagement communautaire a été amélioré en vue d'offrir aux municipalités et aux districts d'aménagement une aide financière, selon une formule de partage des coûts, pour la préparation de renseignements détaillés sur l'occupation des sols et l'établissement de plans cadastraux numérisés, afin de favoriser un processus efficace d'aménagement du territoire.

Prévention de la pollution et santé humaine

- Toutes les directions et tous les bureaux régionaux ont continué de recycler les déchets solides et le papier usagé, ce qui comprend les cannettes en aluminium, le papier, le carton, les piles et le polystyrène.
- Le gouvernement provincial a cessé d'utiliser du papier vierge et a accru l'achat de papier recyclé.
- Le comité sur la sécurité et la santé des travailleurs du Ministère est fonctionnel et continue de se réunir tous les trimestres. Le programme du Ministère dans le domaine de la sécurité et de la santé des travailleurs a été achevé et mis en œuvre en 2006. Il contient un plan pour déterminer et éliminer les dangers dans les lieux de travail et réagir aux urgences.
- Le gouvernement provincial subventionne un rabais sur les frais d'adhésion à certains établissements de conditionnement physique afin d'inciter ses employés à faire de l'exercice et à être en forme. Certains bureaux sont équipés de douches pour les membres du personnel qui viennent au travail en vélo ou qui courent pendant leur pause-repas. À certains endroits, de l'eau purifiée est mise à la disposition du personnel.

Réduction des émissions de combustibles fossiles

- Toutes les directions sont encouragées à utiliser de l'éthanol-carburant (E10) dans les véhicules gouvernementaux. À mesure que les contrats de location arrivent à expiration, les véhicules sont remplacés par des véhicules E85.
- L'usage de modes de transport alternatifs est encouragé et des supports pour vélos ont été installés près des édifices où le personnel en a fait la demande.

Développement économique communautaire

- L'initiative Quartiers vivants! soutient et encourage une approche globale de la revitalisation des quartiers qui combine le développement économique et social afin de favoriser le bien-être économique, social, environnemental et culturel des collectivités.
- L'Entente de partenariat de Winnipeg (EPW) est une entente tripartite quinquennale de 75 M\$ conclue pour soutenir le développement communautaire et économique durable à long terme de Winnipeg. Un des principaux objectifs de l'Entente, en particulier dans le cas des programmes qui visent la participation des Autochtones et la mise en place de collectivités durables, est d'appuyer un développement économique communautaire fondé sur une vaste participation de la base et le renforcement des capacités communautaires. Au 31 mars 2009, l'EPW avait approuvé 245 projets et engagé plus de 73,8 M\$ de son affectation totale.

Annexe E – Indicateurs de rendement

La section suivante fournit des renseignements sur des mesures clés du rendement pour le Ministère pour l'exercice 2008-2009. Tous les ministères du gouvernement du Manitoba incluent dans leurs rapports annuels des mesures du rendement comme complément des résultats financiers et pour fournir aux Manitobains et Manitobaines des renseignements importants et utiles sur les activités gouvernementales et leurs incidences sur la province et sa population.

Pour en savoir plus sur les rapports de performance du gouvernement du Manitoba, consultez la page Web suivante : www.gov.mb.ca/finance/performance.fr.html.

Nous accordons beaucoup d'importance à vos commentaires sur les mesures du rendement. Vous pouvez nous les faire parvenir, ainsi que toute question, à l'adresse suivante : mbperformance@gov.mb.ca.

| Que mesure-t-on et quel indicateur utilise-t-on? | Pourquoi est-il important de mesurer cet élément? | Quel est le point de départ (mesure de base)? | Quels sont les résultats pour 2008-2009 ou quelles sont les données disponibles les plus récentes? | Quelle est la tendance? | Commentaires / actions récentes / lien avec le rapport |
|--|--|---|--|--|---|
| Nous mesurons les plans directeurs (PD) approuvés, y compris les politiques sur les exploitations d'élevage (PEE), parce qu'ils constituent un cadre municipal qui sert à orienter l'utilisation et l'aménagement durables des terres dans la municipalité ou le district d'aménagement. Nous examinons les cartes, les politiques et les énoncés des objectifs physiques, sociaux, environnementaux et économiques. | L'aménagement du territoire est le fondement sur lequel les collectivités créent des débouchés économiques, protègent l'environnement et améliorent la qualité de vie de leurs citoyens. Les PD et les PEE sont des éléments clés des initiatives mises en oeuvre dans la province pour améliorer l'aménagement et promouvoir la durabilité de l'industrie de l'élevage. L'élaboration d'une PEE permet à tous les habitants d'une municipalité, y compris les agriculteurs et les habitants des villes et des zones rurales, de discuter de la place des exploitations d'élevage dans leurs objectifs d'aménagement à long terme. | Au 31 mars 2006, 165 des 198 municipalités avaient un plan directeur approuvé et 2 des 198 municipalités avaient une politique sur les exploitations d'élevage (PEE). | Au 31 mars 2009, 182 des 198 municipalités avaient un plan directeur approuvé. 20 municipalités et 8 districts d'aménagement avaient une politique approuvée sur les exploitations d'élevage (PEE). | Le nombre de plans directeurs approuvés augmente, de même que l'adoption de PEE. | La nouvelle <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i> adoptée en janvier 2006 exige que toutes les municipalités se dotent d'un plan directeur, incluant une PEE, d'ici au 1 ^{er} janvier 2008. Le ministre des Affaires intergouvernementales a envoyé une lettre de prolongation à 52 autorités locales chargées de l'aménagement pour leur demander combien de temps elles avaient besoin pour parachever un plan directeur accompagné d'une politique sur les exploitations d'élevage (PEE). |

| Que mesure-t-on et quel indicateur utilise-t-on? | Pourquoi est-il important de mesurer cet élément? | Quel est le point de départ (mesure de base)? | Quels sont les résultats pour 2008-2009 ou quelles sont les données disponibles les plus récentes? | Quelle est la tendance? | Commentaires / actions récentes / lien avec le rapport |
|--|--|---|--|---|---|
| Nous mesurons la viabilité financière à long terme des municipalités (sauf la ville de Winnipeg) en fonction de leur capacité de soumettre leurs règlements fiscaux à la date prescrite. | Les municipalités qui sont financièrement viables sont capables de fournir des services efficacement aux citoyens. | En 2003, 80 % des municipalités avaient déposé leur règlement fiscal auprès du ministre pour la date prescrite. | En 2008 (exercice des municipalités), 85 % d'entre elles ont déposé leur règlement fiscal auprès du Ministère pour le 15 juin (date prescrite par la <i>Loi sur les municipalités</i>). | Le pourcentage de municipalités qui respectent la date de dépôt prescrite augmente. | <p>Bien que la <i>Loi sur les municipalités</i> ne définisse pas la « viabilité financière », il y a des dispositions législatives qui indiquent un malaise en gestion financière, si la municipalité a régulièrement de la difficulté à les respecter.</p> <p><i>Nota. Entre 2007-2008 et 2008-2009, on a observé une réduction de 5 % du nombre de municipalités qui avaient déposé leur règlement fiscal auprès du Ministère à la date prescrite par la loi. La réduction est le fait de circonstances exceptionnelles (inondation du printemps 2009) qui ont entraîné des délais pour certaines municipalités. Au</i></p> |

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|
| | | | | | <p><i>l'1^{er} juillet 2008, 94 % des municipalités avaient déposé leur règlement fiscal auprès du ministre (dans les 10 jours ouvrables suivant la date prescrite par la loi), soit un pourcentage supérieur à la mesure de base de 2003. Le Ministère a adopté des mesures pour rehausser le niveau de conformité en 2009-2010.</i></p> |
|--|--|--|--|--|---|

| Que mesure-t-on et quel indicateur utilise-t-on? | Pourquoi est-il important de mesurer cet élément? | Quel est le point de départ (mesure de base)? | Quels sont les résultats pour 2008-2009 ou quelles sont les données disponibles les plus récentes? | Quelle est la tendance? | Commentaires / actions récentes / lien avec le rapport |
|---|--|--|--|---------------------------------|---|
| <p>Nous mesurons la satisfaction des propriétaires fonciers relativement à leur évaluation foncière (faite par l'évaluateur municipal de la province) en utilisant le taux d'appels interjetés à cet égard.</p> | <p>Tous les propriétaires fonciers ont le droit d'interjeter appel de leur évaluation devant le Comité de révision s'ils estiment que la valeur évaluée de leur bien ne reflète pas sa valeur marchande (pour l'année de référence).</p> <p>Un taux d'appel peu élevé indique que les contribuables sont satisfaits de leur évaluation foncière.</p> | <p>Lors de la réévaluation de 2002, 0,7 % des inscriptions au rôle d'évaluation ont fait l'objet d'un appel au Comité de révision.</p> | <p>Lors de la réévaluation de 2006, 0,5 % des inscriptions au rôle d'évaluation ont fait l'objet d'un appel au Comité de révision.</p> | <p>Le taux d'appel diminue.</p> | <p>Selon la <i>Loi sur l'évaluation municipale</i>, toutes les municipalités doivent avoir un Comité de révision.</p> <p>L'évaluateur municipal de la province est responsable de la prestation des services d'évaluation à toutes les municipalités, à l'exception de la ville de Winnipeg (la ville est responsable de la prestation de ses propres services d'évaluation).</p> <p><i>Nota. L'année 2006 reflète les appels interjetés lors de la dernière réévaluation foncière. La prochaine réévaluation foncière aura lieu en 2010.</i></p> |

| Que mesure-t-on et quel indicateur utilise-t-on? | Pourquoi est-il important de mesurer cet élément? | Quel est le point de départ (mesure de base)? | Quels sont les résultats pour 2008-2009 ou quelles sont les données disponibles les plus récentes? | Quelle est la tendance? | Commentaires / actions récentes / lien avec le rapport |
|--|--|--|---|---|--|
| <p>Nous mesurons l'investissement dans le développement économique communautaire (DEC) en utilisant le nombre de projets entrepris par le gouvernement provincial et l'investissement correspondant des partenaires municipaux, fédéraux et non gouvernementaux.</p> | <p>Les investissements dans le DEC améliorent la capacité des collectivités et la qualité de vie des citoyens.</p> <p>Les investissements provinciaux ont considérablement augmenté la capacité des collectivités d'entreprendre des projets et d'obtenir d'autres partenaires des investissements qu'elles n'auraient pas nécessairement obtenus autrement.</p> | <p>L'initiative Quartiers vivants! a été lancée à titre de nouveau programme en 2000.</p> <p>L'Entente de partenariat de Winnipeg (EPW) a été lancée à titre de nouveau programme en 2004.</p> | <p>En 2008-2009, le Ministère a investi 4 M\$ dans le programme Quartiers vivants! pour financer 86 initiatives communautaires.</p> <p>En vertu de l'EPW, les trois paliers de gouvernement ont investi 14,1 M\$ pour financer 26 initiatives communautaires.</p> | <p>Le financement du programme Quartiers vivants! représente une réduction de l'investissement par rapport à 2007-2008 pour le même nombre de projets. Par ailleurs, les 4,0 M\$ du programme ont permis d'obtenir par effet de levier quelque 6,3 M\$ des partenaires du Ministère, soit une augmentation de 3,1 M\$ par rapport à l'exercice 2007-2008.</p> <p>Le financement de l'EPW représente une réduction de 2,7 M\$ par rapport à 2007-2008 et une réduction de 16 projets. Par ailleurs, les 14,1 M\$ de l'EPW ont permis d'obtenir par effet de levier quelque 3,8 M\$ des partenaires du Ministère, soit une réduction de 9,3 M\$ par rapport à</p> | <p>Entre 2000 et le 31 mars 2009, 934 projets ont été entrepris ou achevés. Ils ont réussi à obtenir, par effet de levier, plus de 144,7 M\$ en fonds complémentaires de tous les partenaires, gouvernementaux et non gouvernementaux.</p> <p>Des rapports annuels séparés fournissent des renseignements additionnels sur le rendement de l'Entente de partenariat de Winnipeg.</p> |

| | | | | | |
|--|--|--|--|---|--|
| | | | | <p>l'exercice 2007-2008.</p> <p><i>Nota. La réduction des investissements, du nombre de projets lancés et du financement supplémentaire obtenu par effet de levier aux termes de l'EPW en 2008-2009 reflète en partie la date de la fin prochaine du programme.</i></p> | |
|--|--|--|--|---|--|

| Que mesure-t-on et quel indicateur utilise-t-on? | Pourquoi est-il important de mesurer cet élément? | Quel est le point de départ (mesure de base)? | Quels sont les résultats pour 2008-2009 ou quelles sont les données disponibles les plus récentes? | Quelle est la tendance? | Commentaires / actions récentes / lien avec le rapport |
|---|--|---|---|---|---|
| La capacité des municipalités de faire face et de réagir à une urgence, démontrée par l'adoption de plans d'urgence qui mènent à un système coordonné de gestion des risques, de répartition des ressources durant une perturbation et de prestation de programmes de reprise après sinistre. | <p>L'élaboration de plans d'urgence municipaux comprend la promotion de la responsabilité individuelle dans les préparatifs d'urgence, l'adoption de mesures pratiques qui améliorent la protection civile et la mise en place d'un système d'envergure provinciale pour faire face aux urgences et catastrophes locales, régionales et provinciales, réduisant dès lors la responsabilité de la localité et de la province lors d'une urgence.</p> <p>Les plans des municipalités sont revus, mis à jour et approuvés régulièrement afin d'assurer leur conformité aux dispositions législatives et</p> | En 2003, les 4 premiers plans d'urgence municipaux ont été soumis et approuvés. | En 2009, 198 des 198 municipalités (y compris la ville de Winnipeg) ont un plan d'urgence approuvé. | Depuis l'adoption des modifications législatives en 2001, la conformité a augmenté graduellement au fil des ans et est maintenant complète. | <p>Depuis 2001, la <i>Loi sur les mesures d'urgence</i> exige que toutes les municipalités aient un plan d'urgence approuvé par l'Organisation des mesures d'urgence (OMU) du Manitoba.</p> <p>L'OMU du Manitoba est en pourparlers avec l'Association des municipalités du Manitoba à propos des modifications et ajouts apportés aux exigences relatives aux plans d'urgence municipaux. Les pourparlers traitent, entre autres, de l'expansion de la portée des plans municipaux pour tenir compte de la planification de la continuité des activités et de la lutte contre la pandémie.</p> |

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|
| | d'encourager l'amélioration constante de la qualité. | | | | |
|--|--|--|--|--|--|

Annexe F – Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles)

La *Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles)* est entrée en vigueur en avril 2007. Elle prévoit une démarche claire à suivre par les employés lorsqu'ils veulent communiquer leurs inquiétudes concernant certains actes répréhensibles graves commis au sein de la fonction publique du Manitoba et protège également les divulgateurs contre les représailles possibles. La *Loi* renforce les protections déjà offertes dans d'autres lois, ainsi que dans les conventions collectives, les politiques, les pratiques et les processus en vigueur dans la fonction publique du Manitoba.

Les actes répréhensibles établis par la *Loi* comprennent ce qui suit : infraction à une loi fédérale ou provinciale, acte ou omission qui met en danger la sécurité publique, la santé publique ou l'environnement, cas grave de mauvaise gestion ou le fait d'ordonner ou de conseiller sciemment à une personne de commettre un acte répréhensible. La *Loi* n'a pas pour objet de traiter des questions courantes liées au fonctionnement ou à l'administration.

Le terme « divulgation » s'entend d'une divulgation faite de bonne foi et conformément à la *Loi* par un employé qui a des motifs raisonnables de croire qu'un acte répréhensible a été commis ou est sur le point de l'être, et ce, que l'acte dénoncé constitue ou non un acte répréhensible. Toutes les divulgations font l'objet d'un examen minutieux et approfondi visant à déterminer si une mesure doit être prise en vertu de la *Loi*, et elles doivent figurer dans un rapport annuel du ministère comme le prévoit l'article 18 de la *Loi*.

Voici un sommaire des divulgations reçues par le ministère des Affaires intergouvernementales du Manitoba au cours de l'exercice 2008-2009.

| Renseignements exigés annuellement en vertu de l'article 18 de la Loi | Exercice 2008-2009 |
|--|---------------------------|
| Nombre de divulgations reçues et nombre de divulgations auxquelles il a été donné suite et auxquelles il n'a pas été donné suite. Alinéa 18(2)a) | NÉANT |
| Nombre d'enquêtes ouvertes à la suite des divulgations. Alinéa 18(2)b) | NÉANT |
| Dans le cas où, par suite d'une enquête, il est conclu qu'un acte répréhensible a été commis, la description de l'acte en question ainsi que les recommandations faites ou les mesures correctives prises relativement à cet acte ou les motifs invoqués pour ne pas en prendre. Alinéa 18(2)c) | NÉANT |